R E P U B L I Q U E D U C A M E R O U N

PAIX - TRAVAIL - PATRIE



RAPPORT ANNUEL DE PERFORMANCE 2016

CHAPITRE 13

MINISTERE DE LA DEFENSE

VERSION FRANÇAISE

SOMMAIRE

	NOTE EXPLICATIVE	4
1.	CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DES PROGRAMMES	5
1.1.	RAPPEL DE LA SYNTHÈSE STRATÉGIQUE	6
1.2.	PRÉSENTATION DU DOMAINE D'INTERVENTION DU MINISTÈRE	9
1.3.	CONTEXTE DE L'EXÉCUTION DES PROGRAMMES	10
1.4.	AUTRES FAITS MAJEURS DE L'ANNÉE 2016	11
2.	ETAT DE MISE EN OEUVRE DES PROGRAMMES	12
2.1.	**PROGRAMME 166:** RENFORCEMENT DE LA DEFENSE DU TERRITOIRE	14
2.1.1.	PRÉSENTATION DU PROGRAMME	15
2.1.2.	CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME	16
2.1.3.	PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2016	17
2.1.4.	PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2016	19
2.2.	**PROGRAMME 168:** GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DU SOUS-SECTEUR DEFENSE	27
2.2.1.	PRÉSENTATION DU PROGRAMME	28
2.2.2.	CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME	29
2.2.3.	PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2016	30
2.2.4.	PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2016	31
2.3.	**PROGRAMME 169:** PARTICIPATION A L' ACTION NATIONALE DE DEVELOPPEMENT	37
2.3.1.	PRÉSENTATION DU PROGRAMME	38
2.3.2.	CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME	39
2.3.3.	PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2016	39
2.3.4.	PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2016	41
2.4.	**PROGRAMME 170:** PARTICIPATION A LA PROTECTION DES PERSONNES ET DES BIENS	45

2.4.1. PRÉSENTATION DU PROGRAMME 46
2.4.2. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME 47
2.4.3. PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2016 48
2.4.4. PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2016 50

3. BILAN STRATEGIQUE ET PERSPECTIVES 58

3.1. RAPPROCHEMENT DES RÉSULTATS OBTENUS AVEC L'OBJECTIF STRATÉGIQUE DU MINISTÈRE 59

3.2. LEÇONS APPRISES 60

3.3. PERSPECTIVES 62

NOTE EXPLICATIVE

Le 1er janvier 2013, le Cameroun a basculé dans un nouveau mode de gestion budgétaire : la budgétisation par programme. Cette dernière commande l'allocation de crédits budgétaires aux politiques publiques sur la base des programmes assortis d'objectifs et d'indicateurs de performance, lesquels sont structurés dans les Projets de Performance des administrations (PPA). Ces PPA sont rédigés annuellement par les ordonnateurs principaux du budget de l'Etat et annexés à la loi des finances. A la suite de leur mise en œuvre, les programmes font l'objet d'une évaluation, également annuelle, dans le cadre de l'élaboration des Rapports Annuels de Performance (RAP), annexés à la loi de règlement, conformément à l'article 22 alinéa 3 de la loi portant régime financier de l'Etat de 2007.

Les présents RAP 2016, qui marquent la quatrième année d'élaboration de cet important document de performance depuis l'avènement du budget programme, correspondent à l'évaluation des programmes votés par le Parlement dans la loi de finances 2016, au regard des engagements pris par les administrations par rapport à ces programmes dans le cadre des Projets de performance de cet exercice (PPA 2016).

En termes de méthodologie, les RAP rendent compte du niveau d'exécution financière des programmes, ainsi que des progrès réalisés par les administrations vers l'atteinte des objectifs fixés, avant de jeter les perspectives, sur la base d'un bilan stratégique, en vue de l'amélioration de la performance des programmes dans la poursuite de leur mise en œuvre.

Aussi le canevas de présentation des RAP de l'exercice 2016 se décline comme suit:

- Contexte de mise en œuvre des programmes en 2016;
- Etat de mise en œuvre pour le compte de l'exercice 2016 ;
- Bilan stratégique et perspectives.

1. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DES PROGRAMMES

.

1.1. RAPPEL DE LA SYNTHÈSE STRATÉGIQUE

Le Ministère de la Défense dans le cadre de la mise en oeuvre des prescriptions gouvernementales retenues en matière de développement socio-économique, intervient sur la base de textes importants qui traduisent de manière concrète la vision de l'Etat en matière de politique de Défense Nationale.
Ces textes qui se veulent les sources principales consacrant l'objectif de modernisation et de professionnalisation des Forces Armées camerounaises en les arrimant aux grands concepts de Défense actuels sont de deux ordres :
- D'une part, la Vision 2035 et la stratégie de croissance et d'emploi la mettant en oeuvre pour les dix premières années ;
- D'autre part, les 21 décrets de 2001 portants réorganisation des Forces de Défense.
Le secteur de la Souveraineté et particulièrement le Ministère de la Défense, s'inspirant de la Vision 2035 de façon globale et le Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi, a pu relever dans la Matrice d'Actions Prioritaires, la mesure 3.1.1.3 intitulée « Lutte contre le grand banditisme » de la composante 3.1.1« Renforcement de l'Etat de droit et de la sécurité des personnes et des biens » du domaine 3.1 « gouvernance et Etat de Droit », domaine qui rentre en adéquation avec les missions qui lui sont propres.
Le Ministère de la Défense, qui se doit de poursuivre la mise en oeuvre de la politique de développement économique, social et culturel de la Nation, sous-tendue par le Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE), trouve son action au coeur même de la politique des Grandes Réalisations et des annonces fortes du Chef de l'Etat. En effet, garantir la paix et la sécurité des personnes et des biens est une condition indispensable pour la matérialisation de la Vision 2035 qui est de « Faire du Cameroun un pays émergent, démocratique et uni dans sa diversité ».
Dans le cadre de la réalisation de son objectif stratégique qui est « Défendre l'intégrité territoriale et améliorer les conditions de la paix et de sécurité favorables au développement économique et social », les missions du Ministère de la Défense s'articulent autour des points sensibles ci-après énumérés :
- la défense de l'intégrité territoriale ;
- le renforcement des capacités opérationnelles des personnels des Forces de Défense ;
- la construction et la réhabilitation infrastructures ;
- la mise en place de nouvelles unités de sapeurs pompiers ;
- la poursuite de l'acquisition des équipements spécifiques des sapeurs pompiers ;
- la lutte contre les toutes les formes de catastrophes ;
- la lutte contre toutes formes de criminalité et l'amélioration du plateau technique des unités de Santé Militaire avec l'équipement des services spécialisés.
A cet égard, la réalisation de ces missions se ferait par la mise en oeuvre d'un certain nombre d'actions cohérentes, déclinées en programmes dont l'appropriation commune se veut

indispensable.
Il est alors envisagé la réalisation des programmes suivants :
- le renforcement de la Défense du Territoire ;
- la participation à la protection des personnes et des biens ;
- la participation à l'action nationale de développement ;

PROGRAMME OPERATIONNEL N°166 :
« RENFORCEMENT DE LA DEFENSE DU TERRITOIRE »

Placé sous la coordination du Chef d'Etat-major des Armées, le Général de Corps d'Armée René Claude MEKA, ce programme poursuit l'objectif de « renforcer le dispositif de Défense du territoire ». Il pourra être évalué à travers la mesure de l'indicateur «Taux de réalisation des tableaux des effectifs et de dotations des unités opérationnelles des Forces de Défense».
Il compte un ensemble d'actions visant à assurer efficacement la défense du territoire camerounais, dans ses composantes essentielles que constituent les espaces terrestre, maritime et aérien.
Le territoire camerounais, de par son riche potentiel en ressources naturelles, fait l'objet de nombreuses convoitises. Cet état de chose, comme on le sait, peut nuire considérablement à la paix, au développement et à la quiétude des populations. Face aux attaques répétées aux frontières et à l'intérieur du territoire, les ripostes appropriées de nos Forces de Défense ont permis de préserver la paix et la sécurité sur l'ensemble du territoire national. Aussi, la mise en oeuvre du programme suscité doit concourir à soutenir la croissance économique, et contribuer significativement à la réalisation de la « vision 2035 »: « faire du Cameroun un pays émergent, démocratique, uni et fort dans sa diversité ».
La réalisation de ce programme qui est une attente forte aussi bien des populations que des institutions est entrevue principalement à travers la matérialisation de certaines mesures allant dans le sens de l'intervention réfléchie sur différents leviers en cohérence avec le contexte stratégique et sociétal de l'heure.

PROGRAMME OPERATIONNEL N°170 :
« PARTICIPATION A LA PROTECTION DES PERSONNES ET DES BIENS »

Ce programme qui est placé sous la coordination du Directeur Central de la Coordination de la Gendarmerie Nationale, le Général de Brigade ELOKOBI Daniel NDJOCK, se fixe pour objectif de « garantir les conditions de sécurité et de paix favorables au développement ».
Son évaluation peut se faire à travers la mesure de l'indicateur « Taux de criminalité».
Il est constitué d'un ensemble d'actions tendant à renforcer la sécurité des personnes et des biens à travers les structures opérationnelles des Forces de Défense, et principalement celles de la Gendarmerie Nationale et du Corps National des Sapeurs-Pompiers.
En effet, c'est une évidence d'affirmer qu'un environnement sécuritaire rassurant et paisible est de nature à booster l'économie, à contribuer à l'amélioration du climat des affaires et au renforcement de l'Etat de droit. A contrario, l'existence d'un climat d'insécurité et d'instabilité a une incidence fortement négative sur la vie économique et sociale d'un pays.
La protection des personnes et des biens demeure donc un enjeu fondamental et prioritaire de

l'activité des Forces de Défense. La réalisation de cette mission fondamentale est entrevue à travers les missions principales de lutte contre les catastrophes et incendies, de maintien de l'ordre et enfin de prévention et de répression des infractions aux lois et règlements de la République. Dans le même ordre d'idées, les actions de protection des personnes et des biens ont une incidence certaine sur la création des richesses au plan national, la promotion de l'entreprenariat et des investissements privés. Les résultats recherchés dans le cadre de ce programme sont : la réduction des pertes occasionnées par les incendies et les catastrophes naturelles, les troubles à l'ordre public, les accidents de circulation et les différentes formes de criminalité.

PROGRAMME OPERATIONNEL N°169 :

« PARTICIPATION A L'ACTION NATIONALE DE DEVELOPPEMENT »

Sous la coordination du Directeur du Génie Militaire, le Colonel KAMGAIN JACKSON, ce programme vise l'objectif suivant : « Apporter un appui dans des domaines spécifiques contribuant au développement socio-économique du Cameroun ». Il peut être évalué à travers la mesure de l'indicateur « Taux de réalisation des diverses sollicitations à l'endroit des structures spécialisées du Ministère de la Défense»

Les forces de défense disposent de ressources humaines, matérielles et infrastructurelles leur permettant, non seulement d'accomplir les missions traditionnelles qui leur sont assignées, mais aussi d'apporter un concours actif et significatif au programme de développement socioéconomique

du pays. En effet, du fait de son implantation effective sur l'ensemble du territoire national et des compétences dont elles disposent, les Forces de Défense sont amenées à soigner, construire et éduquer les populations, contribuant ainsi de manière significative au développement socio-économique du Cameroun dans le cadre du lien sacré Armée-Nation appelé de tous ses voeux par le Chef de l'Etat, Chef des Armées, et du concept de la « Défense Populaire » qui fonde la politique de Défense de notre Pays.

Dans ce cadre, les structures hospitalières des Forces de Défense ne font aucune discrimination entre les citoyens, et s'occupent aussi bien des militaires que des patients civils qui se présentent dans leurs formations. Il en est de même des enseignements primaire, maternel et professionnel dispensés dans les écoles créées dans les casernes militaires.

Dans le même ordre d'idées et afin de disposer d'une capacité opérationnelle et réactionnelle toujours plus grande, les unités de Génie Militaire interviennent de manière appréciable dans la construction et l'entretien des infrastructures vitales au développement socio-économique du Cameroun ; notamment dans les zones difficiles d'accès et les zones d'insécurité où les entrepreneurs privés éprouvent des difficultés d'exécution de leurs prestations.

PROGRAMME SUPPORT N°168 :

« GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DU SOUS SECTEUR DEFENSE»

Placé sous la responsabilité du Secrétaire Général du Ministère de la Défense, M. SAID KAMSOULOUM, ce programme a pour objectif « Améliorer la coordination des services et assurer la bonne mise en oeuvre des programmes au Ministère de la Défense » et peut être évalué à travers la mesure de l'indicateur «Taux de réalisation des activités budgétisées

au sein du Ministère de la Défense».
Au-delà des fonctions opérationnelles menées par les unités combattantes des différentes formations des forces de défense, la Défense nationale camerounaise est un vaste chantier, qui nécessite un pilotage judicieux et une coordination permanente de l'ensemble des organismes concourant à sa mise en oeuvre.
La gouvernance et l'appui institutionnel du sous secteur Défense Nationale se veut donc une activité lourde et nécessite la mise en place d'un ensemble d'organismes et d'actions afin de coordonner avec efficience la mise en oeuvre d'une politique publique efficace de Défense Nationale au Cameroun. Dans ce cadre, la spécificité des missions et des activités du Ministère de la Défense ne dispense pas pour autant notre Département ministériel de l'accomplissement des tâches administratives générales, de prise en charge des dépenses communes à l'ensemble du ministère, et des charges spécifiques liées à l'activité de Défense Nationale.
Dans le même sens, la mise en oeuvre des prescriptions gouvernementales en matière d'efficacité et d'efficience de l'action publique, de lutte contre la corruption, de lutte contre les MST SIDA, de définition conceptuelle et d'adaptation permanente de la politique de Défense Nationale, appellent à des actions cohérentes et réfléchies.
- la gouvernance et l'appui institutionnel dans le sous secteur Défense.

1.2. PRÉSENTATION DU DOMAINE D'INTERVENTION DU MINISTÈRE

De prime abord, le rappel des missions du Ministère de la Défense permettrait de délimiter, au regard des textes règlementaires en vigueur, son périmètre de compétence. En effet, de par les dispositions pertinentes contenues dans le Décret N°2011/408 du 09 décembre 2011 portant organisation du Gouvernement, le Ministère de la Défense, placé sous l'autorité d'un Ministre Délégué à la Présidence de la République chargé de la Défense est responsable de l'élaboration et de la mise en oeuvre de la politique nationale en matière de défense.
A ce titre, il est chargé :
- de l'étude du plan de défense ;
- de la mise en oeuvre de la politique nationale de défense ;
- de la coordination et du contrôle des forces de défense;
- de l'organisation et du fonctionnement des Tribunaux Militaires ;
- du suivi de la coopération militaire.
Il est assisté de deux (02) Secrétaires d'Etat :
- le Secrétaire d'Etat chargé de la Gendarmerie ;
- le Secrétaire d'Etat chargé des Anciens Combattants et Victimes de Guerre.

1.3. CONTEXTE DE L'EXÉCUTION DES PROGRAMMES

Les quatre (4) programmes du Ministère de la Défense ont été mis en oeuvre dans un environnement marqué par le contexte sociopolitique et économique du Cameroun et les nombreux défis sécuritaires à relever sur le long, moyen et court terme.
Nous pouvons citer entre autres :
- la concrétisation de la vision 2035 qui est de « faire du Cameroun un pays émergent, démocratique et uni dans sa diversité », et de la stratégie pour la croissance et l'emploi. Le Ministère de la Défense, pour l'atteinte de cet objectif national, se doit de doter le pays d'une armée moderne, professionnelle et en phase avec son époque.
- la mise en place des institutions issues de la réforme de 2001 qui est une priorité du Ministère de la Défense et qui s'inscrit dans le long terme ;
- la sécurisation du territoire national et la pérennisation de la souveraineté du pays sur ses ressources naturelles ;
- l'amélioration du climat des affaires par un renforcement qualitatif de la protection des personnes et des biens à travers le déploiement d'une gendarmerie de proximité, menant avec rigueur et professionnalisme ses missions, et la réduction des délais d'intervention des sapeurs pompiers;
- la lutte contre l'insécurité dans ses formes évolutives et la résurgence des fléaux tels que le phénomène des coupeurs de route et preneurs d'otages, contre lesquels la lutte doit être poursuivie avec rigueur et persévérance ;
- la participation des Forces de Défense à la lutte contre l'insécurité routière et les accidents de la route ;
- la participation des Forces de Défense au rayonnement international de notre pays par la participation de nos unités opérationnelles aux opérations de Maintien de la Paix, conformément à nos obligations internationales et aux hautes prescriptions du Chef de l'Etat, Chef des Armées ;
- la gestion de l'afflux des réfugiés et déplacés au niveau des frontières en zone de conflit et d'insécurité ;
- la gestion et la préparation de réinsertion des anciens combattants et victimes de guerre ;
- l'amélioration des conditions de vie et de travail des personnels des Forces de Défense, engagement réaffirmé par le Chef de l'Etat lors du Cinquantenaire des Forces de Défense au mois de Décembre 2010 à Bamenda, et qui participe de l'option de modernisation et de professionnalisation de notre outil de défense.
Cadre?

1.4. AUTRES FAITS MAJEURS DE L'ANNÉE 2016

D’autre fait majeurs sont à relever parce qu’ayant influencé la mise en oeuvre des programmes du Ministère de la Défense au cours de l’année 2016 :

- le recrutement des personnels ;
- la création et la réorganisation de certaines formations et unités de la Gendarmerie Nationale ;
- la réorganisation du Commandement militaire territorial avec la création et l’activation par le Chef des Armées des formations et unités tel que la BRIR et son Bataillon de Commandement et Services;
- la poursuite de l'opérationnalisation des systèmes radars (issus du projet DEFEX) pour améliorer la sécurisation de la façade maritime du pays;
- la poursuite de l’acquisition d’un certain nombre de vecteurs navals pour la Marine nationale;
- la montée en puissance des nouvelles formations de l’Armée de l’Air ;
- la poursuite de l’acquisition de vecteurs aériens pour l’Armée de l’Air ;
- la participation des Forces de défense aux opérations de maintien de la paix (MINUSCA, MONUC, MINUSMA...);
- la participation à des exercices multinationaux notamment « CENTRAL ACCORD 2016 ; OBANGAME EXPRESS 2016 » ;
- l'intégration d'une contingent camerounais au sein de la Force Multinationale Mixte, outil de la coopération des Pays de la Commission du Bassin du Lac Tchad pour luttre contre le fléau commun qu'est la secte islamique Boko Haram, sous l'égide du l'organisation de l'Unité Africaine.

2. ETAT DE MISE EN OEUVRE DES PROGRAMMES

.

2016
RAPPORT ANNUEL
DE PERFORMANCE

2.1. PROGRAMME 166

RENFORCEMENT DE LA DEFENSE DU TERRITOIRE

Responsable du programme

Général de Corps d'Armées René Claude MEKA

2.1.1. PRÉSENTATION DU PROGRAMME

La défense de l'intégrité du territoire, au-delà de constituer une mission régalienne de l'Etat, constitue la raison d'être des Forces de Défense. En effet, il est universellement admis qu'un Etat en paix, assurant l'entière souveraineté sur ses richesses naturelles et sur son territoire, se place dans des conditions optimales de réalisation d'un développement socio-économique cohérent. La défense du territoire national dans ses trois différentes composantes est réalisée par les Armées qui suivant leur organisation et leurs modes de fonctionnement spécifiques appellent à une action coordonnée sur différents leviers dont les principaux sont : - l'activité des unités opérationnelles; - le soutien spécifique de ces dernières; - la formation et le renforcement des compétences des personnels; - et enfin le commandement et la coordination efficace des activités opérationnelles. La réalisation de ce programme qui est une attente forte aussi bien des populations que des institutions est entrevue principalement à travers la matérialisation de certaines mesures allant dans le sens de l'intervention réfléchie sur les différents leviers suscités en cohérence avec le contexte stratégique et sociétal de l'heure.

Objectif	Renforcer le dispositif de défense du territoire		
Indicateur	**Intitulé :**	**Taux de réalisation des TED des unités opérationnelles des forces de Défense**	
	Unité de mesure :	%	
	Valeur de référence	**00**	
	Année de référence	2015	
	Valeur cible	00	
	Année cible	2016	
Actions du programme	Action 01 : Renforcement des moyens de défense terrestre, Action 02 : Renforcement des moyens de défense aérienne, Action 03 : Renforcement des moyens de défense maritime, Action 04 : Soutien des unités opérationnelles des Forces de défense, Action 05 : Intensification de la recherche du renseignement militaire, Action 06 : Appui a la formation initiale et continue du personnel des forces de défense, Action 07 : Commandement et coordination des unités opérationnelles des Armées		
Dotations initiales	AE : 125 459 414 000		CP : 125 275 714 000
Responsable du programme	Général de Corps d'Armées **MEKA René Claude**, Chef d'Etat-Major des Armées		

OBJECTIF	Renforcer le dispositif de défense du territoire.	
Indicateur	Intitulé:	Taux de conformité des matériels des unités opérationnelles des Armées au Tableau des effectifs et Dotations (TED)
	Unité de mesure	%
	Valeur de référence: Année de référence:	0.0 2015
	Valeur Cible Année cible:	0.0 2016
Indicateur	Intitulé:	Taux de conformité des effectifs des unités opérationnelles des Armées au Tableau des effectifs et dotations (TED)
	Unité de mesure	%
	Valeur de référence: Année de référence:	0.0 2015
	Valeur Cible Année cible:	0.0 2016
ACTIONS DU PROGRAMME	Action 01: RENFORCEMENT DES MOYENS DE DEFENSE TERRESTRE Action 02: RENFORCEMENT DES MOYENS DE DEFENSE AERIENNE Action 03: RENFORCEMENT DES MOYENS DE DEFENSE MARITIME Action 04: SOUTIEN DES UNITÉS OPÉRATIONNELLES DES FORCES DE DÉFENSE Action 05: INTENSIFICATION DE LA RECHERCHE DU RENSEIGNEMENT OPÉRATIONNEL Action 06: APPUI À LA FORMATION INITIALE ET CONTINUE DES PERSONNELS DES FORCES DE DÉFENSE Action 07: COMMANDEMENT ET COORDINATION DES UNITÉS OPÉRATIONNELLES AU NIVEAU DES ARMÉES	
DOTATIONS INITIALES	AE 125 459 414 000	CP 125 275 714 000
RESPONSABLE DU PROGRAMME	Général de Corps d'Armées René Claude MEKA,	

2.1.2. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME

Le programme 166 du Ministère de la Défense a été exécuté dans un environnement globalement marqué par des menaces endogènes et exogènes qui se déclinent par :

- *des visées hégémoniques à motifs géostratégiques, expansionnistes, religieux et culturels ;*
- *l'instabilité de certains pays voisins, avec notamment l'insécurité à la frontière Est ;*
- *la réorganisation des systèmes de Défense et le suréquipement de certains pays voisins ;*
- *les perspectives d'évolution démographique causée par le flux important de réfugiés ;*
- *les menaces multiformes sur la façade maritime ;*
- *les crises sécuritaires endogènes suscitées par des activistes velléitaires et/ou véreux (SCNC, …).*

Par ailleurs, la volonté affirmée de la haute hiérarchie de se mettre à l'avant-garde des défis sécuritaires sous-régionaux et régionaux demeure une interpellation forte pour nos forces de Défense.

En ce qui concerne la question de l'insécurité, l'instabilité dans les pays voisins a occasionné des flux migratoires déversant à l'intérieur du territoire national des populations dont certaines dévoilent des velléités agressives qu'il a fallu contenir. Pour ce faire, il est primordial d'assurer

la montée en puissance des nouvelles unités activées, et le renforcement des capacités des Forces en matériels et en effectifs. L'objectif majeur étant de garantir les conditions optimales de réalisation d'un développement socio-économique durable.
S'agissant de l'implication dans les défis sécuritaires sous-régionaux, il a fallu intensifier la préparation des forces grâce a des entrainements et manœuvres militaires d'exercice. De plus, une remise à niveau des moyens logistique a été amorcée permettant aux personnels engagés de disposer de moyens modernes.

2.1.3. PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2016

Ce programme affiche un niveau d'exécution du budget performant, qui a permis d'assurer une couverture sécuritaire optimale du territoire national en faisant face aux menaces frontalières. Toutefois, des efforts d'allocation de ressources supplémentaires seront sollicités pour parvenir à une couverture plus accentuée, plus étendue et plus efficace des actions militaires grâce à la montée en puissance des unités opérationnelles à travers le territoire (mise à niveau des effectifs et des équipements).
Toutefois l'information budgétaire reste incomplète, particulièrement dans la mesure de la consommation des AE.

RESULTAT TECHNIQUE OBTENU		
TAUX DE REALISATION DE L'INDICATEUR		
DOTATION DE CREDITS REVISES (écarts)	AE : 125 455 414 000 (-4 000 000)	CP : 125 270 714 000 (-5 000 000)
CREDITS CONSOMMES	AE : 122 815 381 551	CP : 122 815 381 551
TAUX DE CONSOMMATION	97.89%	97.92 %
JUSTIFICATION DU RESULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES	Ce programme affiche un niveau d'exécution du budget performant, qui a permis d'assurer une couverture sécuritaire optimale du territoire national en faisant face aux menaces frontalières. Toutefois, des efforts d'allocation de ressources supplémentaires seront sollicités pour parvenir à une couverture plus accentuée, plus étendue et plus efficace des actions militaires grâce à la montée en puissance des unités opérationnelles à travers le territoire (mise à niveau des effectifs et des équipements). Toutefois l'information budgétaire reste incomplète, particulièrement dans la mesure de la consommation des AE.	

PERSPECTIVES POUR 2017	• Renforcement des capacités opérationnelles des Forces terrestres pour une meilleure sécurisation du territoire national, • Renforcement des moyens de défense aérienne avec l'acquisition de vecteurs de combats modernes • Renforcement de la sécurisation de la façade maritime par la poursuite de l'activation des sites de détection radars ; la réhabilitation des embarcations et la réalisation des sorties en mer dans le cadre des conventions avec les douanes et la pêche. • Renforcement des capacités logistiques des Forces par la poursuite de l'acquisition d'équipements spécifiques et leurs maintenances. • Augmentation de l'offre de formation accompagnée d'une remise à niveau des centres d'instruction tant sur le plan infrastructurel que matériel. • Poursuite des actions engagées, des études prospectives et des inspections techniques et opérationnelles en vue de l'amélioration de la mise en condition opérationnelle des forces. • Poursuite de la conduite des opérations de sécurisation permanente du territoire.

RÉSULTAT TECHNIQUE OBTENU		
TAUX DE RÉALISATION DE L'INDICATEUR		
DOTATION DE CRÉDITS RÉVISÉS:	AE 56 930 592 843	CP 56 746 892 843
(écarts = Dot.init - Dot.rev)	Ecart AE 68 528 821 157	Ecart CP 68 528 821 157
CRÉDITS CONSOMMÉS	AE	CP 56 607 475 504
TAUX DE CONSOMMATION		99,75 %

2.1.4. PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2016

Action 01 RENFORCEMENT DES MOYENS DE DEFENSE TERRESTRE

Ce programme affiche un niveau d'exécution du budget performant, qui a permis d'assurer une couverture sécuritaire optimale du territoire national en faisant face aux menaces frontalières. Toutefois, des efforts d'allocation de ressources supplémentaires seront sollicités pour parvenir à une couverture plus accentuée, plus étendue et plus efficace des actions militaires grâce à la montée en puissance des unités opérationnelles à travers le territoire (mise à niveau des effectifs et des équipements).

Toutefois l'information budgétaire reste incomplète, particulièrement dans la mesure de la consommation des AE.

<table>
<tr><td>OBJECTIF</td><td colspan="8">Renforcer le dispositif de défense du territoire terrestre</td></tr>
<tr><td rowspan="7">Indicateur</td><td colspan="2">Intitulé:</td><td colspan="4">Taux de conformité des effectifs des unités opérationnelles des Forces terrestres au Tableau des effectifs et dotations (TED)</td><td colspan="2" rowspan="2">TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE</td></tr>
<tr><td colspan="2">Unité de mesure</td><td colspan="4">%</td></tr>
<tr><td colspan="2">Année de référence:</td><td colspan="4">2015</td><td colspan="2" rowspan="5">Information classifiée</td></tr>
<tr><td colspan="2">Valeur de référence:</td><td colspan="4"></td></tr>
<tr><td colspan="2">Année cible:</td><td colspan="4">2016</td></tr>
<tr><td colspan="2">Valeur Cible</td><td colspan="4"></td></tr>
<tr><td colspan="2">Réalisation exercice (Résultat technique):</td><td colspan="4">Information classifiée</td></tr>
<tr><td rowspan="3">CRÉDITS</td><td colspan="2">DOTATION INITIALE</td><td colspan="2">DOTATION RÉVISÉE</td><td colspan="2">CONSOMMATION</td><td colspan="2">TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE</td></tr>
<tr><td>AE</td><td>CP</td><td>AE</td><td>CP</td><td>AE</td><td>CP</td><td>AE</td><td>CP</td></tr>
<tr><td>2 794 000 000</td><td>2 710 300 000</td><td>2 518 740 000</td><td>2 435 040 000</td><td>2 468 365 200</td><td>2 429 926 416</td><td>98 %</td><td>99 %</td></tr>
<tr><td>CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION</td><td colspan="8">Contexte caractérisé par l'impératif de l'amélioration du dispositif de défense terrestre du territoire national au regard de la situation sécuritaire connue ;
Poursuite de la montée en puissance des unités opérationnelles de l'armée de terre
Poursuite des entrainements et manœuvres militaires</td></tr>
<tr><td>ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)</td><td colspan="8">- Mise à niveau des infrastructures des Forces tactiques.
- Amélioration des conditions de vie et de travail au Centre d'entraînement de MOTCHEBOUM
- Renforcement des équipements des Forces ;
Entrainements des Unités tactiques de l'Armée de terre (264 manœuvres et sorties terrain)</td></tr>
<tr><td>JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)</td><td colspan="8">Cette action a connu un niveau d'exécution excellent. En effet, toutes les activités prévues à défaut d'avoir été exécutées entièrement ont connu un niveau d'exécution fort avancé. Cela a permis de répondre aux multiples sollicitations sécuritaires tant à l'intérieurqu'à l'extérieur.</td></tr>
</table>

Perspectives 2017	A l'horizon 2017 : Poursuite du renforcement des capacités opérationnelles de l'armée de terre pour une meilleure sécurisation du territoire national, Poursuite de la montée en puissance des Brigades d'infanterie motorisée avec leurs Bataillons (BIM, BCS, BA) ; Montée en puissance de la Brigade d'Intervention Rapide ; Achat de nouveaux équipements spécifiques ; Poursuite des projets pluriannuels de aménagement et d'équipements des Centres d'entrainement en milieu de foret, de montagnes et désertique respectivement à Motcheboum, Babadjou et Mindif Poursuite de la construction des postes de commandement des unités opérationnelles.

Action 02 RENFORCEMENT DES MOYENS DE DEFENSE AERIENNE

OBJECTIF	Renforcer le dispositif de défense du territoire Aérien		
Indicateur	Intitulé:	Taux de conformité des effectifs des unités opérationnelles des Forces Aériennes au Tableau des effectifs et dotations (TED)	TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE
	Unité de mesure	%	
	Année de référence:	2015	
	Valeur de référence:		
	Année cible:	2016	
	Valeur Cible		Informartion classifiée
	Réalisation exercice (Résultat technique):	Les Valeurs de l'indicateur de ce programme demeurent disponibles dans les services statistiques du MINDEF ne peuvent être présentées dans ce document puisque relevant d'informations classifiées SD	

CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	692 500 000	692 500 000	596 200 000	596 200 000	585 826 120	585 826 120	98,26 %	98,26 %

CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Contexte caractérisé par l'impératif de l'amélioration du dispositif de défense aérienne du territoire, au regard de la situation sécuritaire aux frontières, de l'engagement opérationnel de l'Armée de l'Air, et de la montée en puissance des unités opérationnelles nouvellement créées.
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	- Poursuite de la construction de la clôture de la BA101 ; - Poursuite installation des unités opérationnelles (alimentation électrique MT/BT de la BA102 à Bertoua) ; - Acquisition des Armements et munitions au profit des hélicoptères MI 17 ; - Renforcement des capacités opérationnelles des unités de l'Armée de l'air (formation tactique des équipages des hélicoptères de combat/ Campagnes de tir Air-Sol à Tchabal) ;
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	Niveau d'exécution excellent. Cependant, les exigences de l'aéronautique ne rendent pas visibles les efforts entrepris. Le niveau d'exécution serait accru si davantage de moyens étaient alloués, pour une réalisation des nombreuses activités par groupe, telles que la construction d'infrastructures techniques par formation de manière successive, en lieu et place de la dispersion des crédits à travers les structures.
Perspectives 2017	A l'horizon 2017, poursuite de la montée en puissance des Forces Aériennes, en vue d'améliorer l'appui à apporter aux autres forces, tout en poursuivant la surveillance des frontières. Les activités futures concernent : - Renforcement des moyens de défense aérienne avec l'acquisition de vecteurs de combats modernes ; - Poursuite des études en vue de l'acquisition de moyens radars nécessaires à l'opérationnalisation des Centres de Surveillance et de Détection ; - Poursuite de la réhabilitation du champ de tir de Tchabal pour l'entrainement des pilotes de combat au tir air-sol ; - La construction d'un centre d'entrainement des commandos de l'air à Bamenda ; - Poursuite de la construction des postes de commandement des unités opérationnelles nouvellement créées ; - Amélioration des capacités de maintenance des aéronefs avec la construction des hangars avions dans les Bases Aériennes de Bertoua, Bamenda et Ngaoundéré ; Poursuite du recrutement des personnels en mettant l'accent sur les spécialités opérationnelles de l'Armée de l'Air.

Action 03 RENFORCEMENT DES MOYENS DE DEFENSE MARITIME

OBJECTIF	Renforcer le dispositif de défense du territoire maritime							
Indicateur	Intitulé:	Taux de conformité des effectifs des unités opérationnelles des Forces navales au Tableau des effectifs et dotations (TED)					TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure	%						
	Année de référence:	2015						
	Valeur de référence:							
	Année cible:	2016						
	Valeur Cible						Informations classifieés	
	Réalisation exercice (Résultat technique):	Les Valeurs de l'indicateur de ce programme demeurent disponibles dans les services statistiques du MINDEF ne peuvent être présentées dans ce document puisque relevant d'informations classifiées SD						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	690 400 000	690 400 000	616 440 000	616 440 000	610 275	610 275 600	99 %	99 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Contexte marqué par la recrudescence du phénomène de piraterie maritime dans le golfe de Guinée et les engagements internationaux du Cameroun de contribuer efficacement à la mise en place d'une plateforme commune de lutte contre ce phénomène.							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	- Réhabilitation des infrastructures dans les formations de combat et de soutien (EMM ; 11ème BAFUMAR et BAND) ; - Acquisition d'équipements spécifiques de plongée et pièces de rechange des navires ; - Achèvement du carénage du Patrouilleur côtier DIPIKAR ; - Organisation d'exercices navals et croisières;							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	Niveau d'exécution excellent. Le maintien en condition opérationnelle des unités navales existantes a permis d'assurer au mieux la présence de l'Etat en mer qui sera renforcée par l'accroissement du potentiel naval et l'installation en cours d'un système de surveillance côtière.							
Perspectives 2017	A l'horizon 2017 : Montée en puissance des forces ; Systématisation du maintien en condition opérationnelle des navires Poursuite des Entraînements.							

Action 04 SOUTIEN DES UNITÉS OPÉRATIONNELLES DES FORCES DE DÉFENSE

OBJECTIF	Assurer avec efficacité le soutien logistique des unités opérationnelles des Armées							
Indicateur	Intitulé:	Taux de réalisation des sollicitations logistiques des unités opérationnelles des Armées					TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure	%						
	Année de référence:	2015						
	Valeur de référence:	85.0						
	Année cible:	2016						
	Valeur Cible	100.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):	Les Valeurs de l'indicateur de ce programme demeurent disponibles dans les services statistiques du MINDEF ne peuvent être présentées dans ce document puisque relevant d'informations classifiées SD					Informations classifiées	
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	114 351 914 000	114 351 914 000	46 757 126 490	46 757 126 490	45 868 741 087	45 868 741 087	98 %	98 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Nécessité d'apporter aux unités opérationnelles des forces de défense un soutien organisé en quantité et en qualité dans les différentes natures de besoins déterminés. IL s'agit du soutien de l'homme, du soutien pétrolier, du soutien en matériels spécifiques de combat et en maintenance.							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	- Acquisition d'équipements du soutien pétrolier ; - Acquisition de Groupes électrogènes (DIRMATIA) - Acquisition d'équipements de vision nocturne pour les opérations ; - Acquisition de matériels spécifiques d'entretien de l'armement ; Acquisition d'équipement du soutien de l'homme.							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	Niveau d'exécution excellent. En effet, toutes les activités prévues, ont connu un niveau d'exécution parachevé. Cela a permis de répondre aux sollicitations logistiques en soutien des opérations sécuritaires tant à l'intérieur qu'à l'extérieur.							
Perspectives 2017	A l'horizon 2017 : Les actions en faveur de la satisfaction des besoins en soutien logistique des unités opérationnelles seront intensifiées. Un accent particulier sera mis sur la recherche de l'autonomisation des Forces de Défense en matière de restauration collective, avec l'acquisition d'équipements de cuisine de campagne pour mieux soutenir les diverses mobilisations. En outre, des études seront poursuivies en vue de la déconcentration du soutien, avec la mise en place des pôles régionaux d'intervention en maintenance, dans le but de réduire les délais et de rapprocher la logistique des unités opérationnelles sur le terrain.							

Action 05 INTENSIFICATION DE LA RECHERCHE DU RENSEIGNEMENT OPÉRATIONNEL

OBJECTIF	Rechercher des renseignements opérationnels en vue d'appuyer la prise de décision opérationnelle pour l'activité des Forces de Défense							
Indicateur	Intitulé:	Taux de réalisation des besoins en renseignement exprimés					TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure	%						
	Année de référence:	2015						
	Valeur de référence:	0.0						
	Année cible:	2016						
	Valeur Cible	0.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):	Les Valeurs de l'indicateur de ce programme demeurent disponibles dans les services statistiques du MINDEF ne peuvent être présentées dans ce document puisque relevant d'informations classifiées SD					Informations classifiés	
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	151 900 000	151 900 000	122 512 007	122 512 007	121 764 683	121 764 683	99 %	99 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	La naissance de plusieurs foyers de tension tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du territoire, ainsi que la grande variabilité des menaces à la paix et à la sécurité, posent un impératif de renforcement du dispositif de collecte et de diffusion du renseignement opérationnel.							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	Planification de la montée en puissance du renseignement militaire.							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	Niveau d'exécution excellent. L'amélioration des conditions de travail au sein des structures du renseignement militaire a contribué à asseoir les bases d'un déploiement optimal des structures et des activités de renseignement à travers le territoire.							
Perspectives 2017	A l'horizon 2017 : Les actions à mener consistent en la poursuite des efforts engagés, dans l'optique d'une meilleure couverture du territoire national. Amorcer la mise à niveau des matériels et des compétences en matière de renseignement militaire.							

Action 06 APPUI À LA FORMATION INITIALE ET CONTINUE DES PERSONNELS DES FORCES DE DÉFENSE

OBJECTIF	Former en quantité et en qualité voulue les personnels des Armées							
Indicateur	Intitulé:	Taux de réalisation des besoins en formation exprimés					TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure	%						
	Année de référence:	2015						
	Valeur de référence:	90.0						
	Année cible:	2016						
	Valeur Cible	100.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):	93					93	
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	1 287 350 000	1 187 350 000	1 117 500 000	1 017 500 000	10 017 093 000	1 017 093 000	99 %	99 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Les unités opérationnelles ont besoin de personnels qualifiés et compétents, disposant de connaissances sans cesse actualisées en ce qui concerne les techniques militaires et le maniement des armements modernes.							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	- 02 blocs d'infrastructures réalisés au profit des Ecoles et Centres d'Instruction des Armées (ESIG, CI BA 301) - 02 ensembles infrastructurels réhabilités au profit des Ecoles et Centres d'Instruction des Armées (CSIAP GENIE ; CI-DJOUM) - Recrutement et formation de plus de 7 386 personnels militaires (210 EOA ; 700 ESOA ; 5300 MDR). - Formation continue de plus de 477 officiers dans les stages intérieurs (ESIG ; DEM ; CEM; SCU ; PERF LOG ; APPLI TRANS ; OFF TRANS CT ; APPLI GENIE ; APPLI LOG ; APPLI ASS ; APPLI ECAPOM ; IMPREGNATION) ; Formation continue de plus de 11 956 personnels non-officiers dans divers stages à l'intérieur (BA 1 et 2 ; BS 1 et 2 ; CAT 3 ; CAT 1 et 2).							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	Niveau d'exécution excellent. La relance des stages de formation des personnels non officiers a permis de relever substantiellement le niveau de compétence des personnels engagés dans les Forces. Avec l'accroissement des effectifs suite aux recrutements effectués, les besoins en formation augmentent subséquemment pour une mobilisation efficiente des Forces.							
Perspectives 2017	A l'horizon 2017: Le bon déroulement de la formation initiale et continue des personnels nécessite la remise a niveau des écoles et centres d'instruction tant sur le plan infrastructurel que matériel. La poursuite des stages de formation continue des personnels officiers et non-officiers. La poursuite des recrutements prévus au plan triennal des ressources humaines.							

Action 07 COMMANDEMENT ET COORDINATION DES UNITÉS OPÉRATIONNELLES AU NIVEAU DES ARMÉES

OBJECTIF	Commander et Coordonner avec efficacité l'activité des unités opérationnelles des Armées							
Indicateur	Intitulé:	Taux de réalisation des activités opérationelles programmées					TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure	%						
	Année de référence:	2015						
	Valeur de référence:	90.0						
	Année cible:	2016						
	Valeur Cible	100.0					92	
	Réalisation exercice (Résultat technique):	92						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	5 491 350 000	5 491 350 000	5 202 074 346	5 202 074 346	4 790 486 288	4 790 486 288	92 %	92 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Attaques aux frontières : incursions de la rébellion SELEKA à l'Est et de la secte BOKO HARAM au Septentrion ; Piraterie maritime et trafics illicites en Mer. Montée en puissance des Forces.							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	- 02 infrastructures réhabilitées au profit des structures de coordination des Armées (EMA ; EMAT) - Matériels spécifiques acquis au profit des structures de coordination des Armées (EMA, EMAT)							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	Niveau d'exécution excellent. Les activités de commandement et de coordination à travers le pilotage des opérations, la conduite des réunions et inspections,ont permis d'apprécier et d'exploiter les différents renseignements opérationnels en vue d'orienter les décisions stratégiques de la très haute hiérarchie.							
Perspectives 2017	A l'horizon 2017 : Poursuite des opérations et des actions engagées, multiplication des études prospectives et des inspections opérationnelles et techniques en vue de l'amélioration de l'efficacité opérationnelle des Forces.							

2016
RAPPORT ANNUEL
DE PERFORMANCE

2.2. PROGRAMME 168

GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DU SOUS-SECTEUR DEFENSE

Responsable du programme

Secretaire General du Ministère de la Defense

2.2.1. PRÉSENTATION DU PROGRAMME

La coordination de l'ensemble des activités du secteur de la Défense Nationale est une activité lourde et nécessite la mise en place d'un ensemble d'organismes et d'actions afin de coordonner avec efficience la mise en oeuvre d'une politique publique efficace de Défense Nationale au Cameroun. Dans ce cadre, la spécificité des missions et des activités du Ministère de la Défense ne dispense pas pour autant notre Département ministériel de l'accomplissement des tâches générales administratives, de prise en charge des dépenses communes à l'ensemble du ministère, et des charges spécifiques liées à l'activité de Défense Nationale. Dans le même sens, la mise en oeuvre des prescriptions gouvernementales en matière d'efficacité et d'efficience de l'action publique, de lutte contre la corruption, de lutte contre les MST SIDA, de définition conceptuelle et d'adaptation permanente de la politique de Défense Nationale, appellent à des actions cohérentes et réfléchies..

Objectif	Améliorer la coordination des services et assurer la bonne mise en œuvre des programmes au MINDEF	
Indicateur	**Intitulé :**	gouvernance et appui institutionnel du sous secteur défense
	Unité de mesure :	pourcentage
	Valeur de référence (année de référence) :	**90**
	Valeur cible (année cible) :	**100**
Déclinaison du programme (Liste des actions)	Les actions suivantes constituent le programme : Action 1 : coordination et suivi des activités des services du MINDEF Action 2 : satisfaction des charges communes du MINDEF Action 3 : coopération militaire internationale Action 4 : Appui institutionnel à la mise en œuvre et au suivi de la politique de défense nationale Action 5 : Appui institutionnel aux activités des unités de la Gendarmerie Nationale Action 6 : Assistance et réinsertion des anciens combattants et victimes de guerre	

Moyens budgétisé (**dotations initiales**)	AE : 38 400 460 844	CP : 36 290 460 844
Contexte de mise en œuvre	Contexte marqué par une crise sécuritaire et humanitaire sans précédent. Il s'agit notamment la poursuite de la guerre contre les violences perpétrées par Boko Haram dans l'extrême-nord du pays avec la coopération militaire des pays du Bassin du Lac Tchad et d'autres pays amis (USA, France, Russie, Chine, Allemagne …), ainsi que les raids transfrontaliers et les attentats suicides au Cameroun, qui ont entrainé l'accroissement exponentielle sur le territoire camerounais, des réfugiés, des demandeurs d'asile et des déplacés internes, et enfin la crise des régions anglophones.	
Responsable du programme	Secrétaire Général du MINDEF : M. Saïd KAMSOULOUM	

OBJECTIF	Améliorer la coordination des services et assurer la bonne mise en oeuvre des programmes au Ministère de la Défense		
Indicateur	Intitulé:	Taux de réalisation des activités budgétisées au sein du Ministère de la Défense	
	Unité de mesure	%	
	Valeur de référence: Année de référence:	90.0 2015	
	Valeur Cible Année cible:	100.0 2016	
ACTIONS DU PROGRAMME	Action 01:	COORDINATION ET SUIVI DES ACTIVITES DES SERVICES DU MINISTÈRE DE LA DEFENSE	
	Action 02:	SATISFACTION DES CHARGES COMMUNES DU MINISTÈRE DE LA DEFENSE	
	Action 03:	COOPÉRATION MILITAIRE INTERNATIONALE	
	Action 04:	APPUI INSTITUTIONNEL A LA MISE EN OEUVRE ET AU SUIVI DE LA POLITIQUE DE DEFENSE NATIONALE	
	Action 05:	APPUI INSTITUTIONNEL AUX ACTIVITÉS DES UNITÉS DE LA GENDARMERIE NATIONALE	
	Action 06:	ASSISTANCE ET RÉINSERTION DES ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE	
DOTATIONS INITIALES	AE 38 400 460 844	CP 36 290 460 844	
RESPONSABLE DU PROGRAMME	Secretaire General du Ministère de la Defense,		

2.2.2. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME

Contexte marqué par une crise sécuritaire et humanitaire sans précédent. Il s'agit notamment la poursuite de la guerre contre les violences perpétrées par Boko Haram dans l'extrême-nord du pays avec la coopération militaire des pays du Bassin du Lac Tchad et d'autres pays amis (USA, France, Russie, Chine, Allemagne …), ainsi que les raids transfrontaliers et les attentats

suicides au Cameroun, qui ont entrainé l'accroissement exponentielle sur le territoire camerounais, des réfugiés, des demandeurs d'asile et des déplacés internes, et enfin la crise des régions anglophones.

2.2.3. PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2016

Les résultats obtenus restent très satisfaisants et encourageants, malgré le fait que l'objectif de 100% n'a pas été atteint.

Résultat technique obtenu (*au 31 décembre 2016*)	**92%**	
Taux de réalisation de l'indicateur	**98,88%**	
Dotation de crédits révisés (*écarts = Dot. init – Dot rev.)*	AE : 38 400 460 844 Ecart AE : 0	CP : 36 290 460 844 Ecart CP : 0
Crédits consommés	AE : 35 773 985 100	CP : 35 773 985 100
Taux de consommation	**93,16%**	**98,57%**
Justification du résultat et de l'utilisation des ressources	Les résultats obtenus restent très satisfaisants et encourageants, malgré le fait que l'objectif de 100% n'a pas été atteint.	
Perspectives 2017	Poursuite de la formalisation de l'environnement du contrôle de gestion du département de la Défense.	

RÉSULTAT TECHNIQUE OBTENU		
TAUX DE RÉALISATION DE L'INDICATEUR	92,0%	
DOTATION DE CRÉDITS RÉVISÉS:	AE 43 191 003 700	CP 41 081 003 700
(écarts = Dot.init - Dot.rev)	Ecart AE -4 790 542 856	Ecart CP -4 790 542 856
CRÉDITS CONSOMMÉS	AE	CP 41 026 779 877
TAUX DE CONSOMMATION		99,87 %

2.2.4. PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2016

Action 01	COORDINATION ET SUIVI DES ACTIVITES DES SERVICES DU MINISTÈRE DE LA DEFENSE

OBJECTIF	Assurer le fonctionnement de toutes les structures du Ministère							
Indicateur	Intitulé:	Niveau de mise en place du dispositif de pilotage de la gestion axée sur la performance au MINDEF					TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure	%						
	Année de référence:	2015						
	Valeur de référence:	77.0						
	Année cible:	2016						
	Valeur Cible	90.0					77	
	Réalisation exercice (Résultat technique):	83						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	1 652 196 000	1 652 196 000	2 013 387 125	2 013 387 125	1 948 958 737	1 948 958 737	96 %	96 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Contexte marqué par une crise sécuritaire et humanitaire sans précédent. Il s'agit notamment la poursuite de la guerre contre les violences perpétrées par Boko Haram dans l'extrême-nord du pays avec la coopération militaire des pays du Bassin du Lac Tchad et d'autres pays amis (USA, France, Russie, Chine, Allemagne …), ainsi que les raids transfrontaliers et les attentats suicides au Cameroun, qui ont entrainé l'accroissement exponentielle sur le territoire camerounais, des réfugiés, des demandeurs d'asile et des déplacés internes, et enfin la crise des régions anglophones.							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	- Projet du Code de Justice Militaire validé et transmis - Organisation des opérations de recrutement des personnels - Réhabilitation des bâtiments administratifs							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	L'adoption d'une politique managériale efficace permet de justifier le résultat obtenu.							
Perspectives 2017	Organisation des opérations de recrutement des personnels - Elaboration du décret d'application de la Loi portant Régime Général des Armes et Munitions au Cameroun - Elaboration des textes de création, d'organisation et de fonctionnement d'un Organisme National de Contrôle des Armes et Munitions - Elaboration des textes pour l'opérationnalisation du Service Central de la Documentation et de la Bibliothèque des Armées et de la Gendarmerie - Mise en œuvre du processus de reconnaissance légale des Pupilles de la Nation Poursuite de la formalisation des outils de pilotage budgétaire, vulgarisation des nouveaux concepts et outils budgétaires, et enfin, amélioration de la coordination de structures de l'administration centrale.							

Action 02 SATISFACTION DES CHARGES COMMUNES DU MINISTÈRE DE LA DEFENSE

OBJECTIF	Prendre en charge l'ensemble des besoins communs des Forces de Defense							
Indicateur	Intitulé:	Taux d'exécution du budget					TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure	%						
	Année de référence:	2015						
	Valeur de référence:	82.0						
	Année cible:	2016						
	Valeur Cible	97.0					97	
	Réalisation exercice (Résultat technique):	96.53						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	33 076 922 844	30 966 922 844	37 926 620 785	35 816 620 785	35 415 474 633	35 415 474 633	98 %	98 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Contexte marqué par la multiplication des charges logistiques des Forces de défense face aux enjeux sécuritaire et humanitaire.							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	- Acquisition des moyens roulants - Réhabilitation et construction des infrastructures au profit de l'Armée de Terre							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	Le résultat obtenu est globalement satisfaisant, et marque le dynamisme du comité interne PPBS							
Perspectives 2017	Poursuite de l'Acquisition des équipements spécifiques en vue d'accroitre le potentiel logistique des Unités Opérationnelles.							

Action 03 COOPÉRATION MILITAIRE INTERNATIONALE

OBJECTIF	Faire fonctionner de manière optimale les missions de coopération militaire							
Indicateur	Intitulé:	Nombre de projets de coopération internationale avec les pays partenaires					TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure	nb						
	Année de référence:	2015						
	Valeur de référence:	31.0						
	Année cible:	2016						
	Valeur Cible	37.0					67	
	Réalisation exercice (Résultat technique):	35						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	1 436 422 000	1 436 422 000	1 331 190 930	1 331 190 930	1 229 887 300	1 229 887 300	92,39 %	92,39 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Le contexte est marqué par la redynamisation des strcutures déconcentrées de coopération militaire dans un contexte de recherche tout azimuth de partenariat dans le cadre de la lutte contre le terrorisme.							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	Renforcement des capacités des personnels et ouverture des négociations pour la diversification des partenaires							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	Les résultats de cette action seront apprécier dans les temps futurs avec l'aboutissement des accords de partenariats avec d'autres armées, surtout que dans le cadre de la coopération internationale, le facteur temps à une certaine importance en négociation diplomatique, ainsi que le coût particulièrement élevé des projets de coopération militaire.							
Perspectives 2017	Accentuer et renforcer la coopération militaire en améliorant les conditions de vie et de sécurité.							

Action 04 APPUI INSTITUTIONNEL A LA MISE EN OEUVRE ET AU SUIVI DE LA POLITIQUE DE DEFENSE NATIONALE

OBJECTIF	Piloter avec efficacité l'élaboration de la politique de Défense Nationale							
Indicateur	Intitulé:	Taux de réalisation des activités de pilotage de l'action publique du Ministère de la Défense					TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure	%						
	Année de référence:	2015						
	Valeur de référence:	85.0						
	Année cible:	2016						
	Valeur Cible	100.0					53.33	
	Réalisation exercice (Résultat technique):	93						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	1 364 345 000	1 364 345 000	1 171 069 860	1 171 069 860	1 167 205 329	1 167 205 329	99 %	99 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	L'appui institutionnel aux activités des structures de pilotage et de suivi de la politique de défense a été exécuté dans un souci d'avoir une administration performante en assurant un meilleur fonctionnement des services efficacement.							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	Planification et Suivi du pilotage de la montée en puissance des Forces à l'horizon 2020							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	Il ressort que la cible n'a pas été atteinte à cause de postes non pourvus du fait des départs à la retraite et du redéploiement dans les unités opérationnelles en vue de la sécurisation des frontières							
Perspectives 2017	- Pilotage de l'élaboration du décret d'application de la Loi portant Régime Général des Armes et Munitions au Cameroun ; - Pilotage de l'élaboration des textes de création, d'organisation et de fonctionnement d'un Organisme National de Contrôle des Armes et Munitions ; Sans oublier l'Optimisation du suivi et du contrôle des administrations, amélioration du cadre de pilotage de la mise en œuvre de la politique de défense.							

Action 05 APPUI INSTITUTIONNEL AUX ACTIVITÉS DES UNITÉS DE LA GENDARMERIE NATIONALE

OBJECTIF	Piloter avec efficacité l'elaboration de la politique d'utilisation des Forces de la Gendramerie Nationale							
Indicateur	Intitulé:	Taux de réalisation des activités de pilotage de l'action publique de la Gendarmerie nationale					TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure	%						
	Année de référence:	2015						
	Valeur de référence:	75.0						
	Année cible:	2016						
	Valeur Cible	100.0					93	
	Réalisation exercice (Résultat technique):	53.33						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	203 475 000	203 475 000	172 130 000	172 130 000	170 976 729	170 976 729	99,33 %	99,33 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	L’appui institutionnel aux activités des Unités de la Gendarmerie Nationale a été exécuté dans un souci d’avoir une administration performante en assurant un meilleur fonctionnement des services de la Gendarmerie Nationale avec un minimum de moyens.							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	Pilotage des activités de recrutement, de la formation des personnels, d’équipement des Forces de la Gendarmerie Nationale.							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	Résultats encourageants, malgré un contexte mise en œuvre assez difficile.							
Perspectives 2017	Poursuite du pilotage de la mise en œuvre de la politique de gendarmerie de proximité et l’amélioration des capacités des opérationnelles des forces de la Gendarmerie Nationale.							

Action 06 ASSISTANCE ET RÉINSERTION DES ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE

OBJECTIF	Appuyer et coordonner l'assistance et la réinsertion des Anciens Combattants et Victimes de Guerre dans la vie civile							
Indicateur	Intitulé:	Taux de réalisation des activités programmées					TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure	%						
	Année de référence:	2015						
	Valeur de référence:	90.0						
	Année cible:	2016						
	Valeur Cible	100.0					70	
	Réalisation exercice (Résultat technique):	97						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	667 100 000	667 100 000	576 605 000	576 605 000	575 740 000	575 740 000	99,85 %	99,85 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Définition d'une politique d'assistance des ACVG et opérationnalisation des Structures déconcentrées du SED /CACVG							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	- *Etudes relatives à la mise en place d'une stratégie sectorielle d'encadrement, d'assistance et de suivi des anciens combattants et victimes de guerre* - *Mise sur pied de la Fondation des invalides et mutilés des Armées et de la Gendarmerie*							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	Résultats encourageants dus à la mise en œuvre d'une meilleure politique de pilotage.							
Perspectives 2017	Organisation des séminaires et ateliers d'appropriation en interne (MINDEF) de la stratégie sectorielle d'encadrement, d'assistance et de suivi des anciens combattants et victimes de guerre ; - Organisation et exécution d'une mission de Bench Marking auprès des pays amis pour s'imprégner de leurs expériences en matière de gestion des Anciens Combattants et Victimes de Guerre							

2016

RAPPORT ANNUEL
DE PERFORMANCE

2.3. PROGRAMME 169

PARTICIPATION A L' ACTION NATIONALE DE DEVELOPPEMENT

Responsable du programme

Colonel KAMGAING Jackson

2.3.1. PRÉSENTATION DU PROGRAMME

Ce programme est constitué d'un ensemble d'actions permettant de participer de manière spécifique à l'effort de construction nationale. En effet, de par ses modes d'actions et l'expertise de certaines unités opérationnelles, il est possible, dans certaines situations d'apporter une aide aux populations dans les domaines de la santé, de la construction, de la réhabilitation des infrastructures, de l'éducation et de la formation professionnelle.

Objectif	apporter un appui dans les domaines spécifiques contribuant au développement socio-économique du Cameroun.	
Indicateur	**Intitulé :**	**Taux de réalisation des diverses sollicitations à l'endroit des structures spécialisées du MINDEF**
	Unité de mesure :	%
	Valeur de référence	**75**
	Année de référence	2015
	Valeur cible	**90**
	Année cible	2016
Actions du programme	Action 01 : Relance du Génie Militaire, Action 02 : Amélioration de l'offre sanitaire des hôpitaux et centres médicaux militaires, Action 03 : Participation aux missions d'éducation nationale et de formation professionnelle	
Dotations initiales	AE : **3 955 339 942**	CP : **3 396 079 942**
Responsable du programme	Colonel **KAMGAIN Jackson**, Directeur du Génie Militaire	

OBJECTIF	Apporter un appui dans des domaines spécifiques contribuant au développement socio-économique du Cameroun	
Indicateur	Intitulé:	Taux de réalisation des diverses sollicitations à l'endroit des structures spécialisées du MINDEF
	Unité de mesure	%
	Valeur de référence: Année de référence:	75.0 2015
	Valeur Cible Année cible:	90.0 2016

ACTIONS DU PROGRAMME	Action 01: RELANCE DES ACTIVITÉS DU GÉNIE MILITAIRE Action 02: AMÉLIORATION DE L'OFFRE SANITAIRE DES HOPITAUX, CENTRES MÉDICAUX ET INFIRMERIES MILITAIRES Action 03: PARTICIPATION AUX MISSIONS D'ÉDUCATION NATIONALE ET DE FORMATION PROFESSIONELLE	
DOTATIONS INITIALES	AE 3 955 339 942	CP 3 396 079 942
RESPONSABLE DU PROGRAMME	Colonel KAMGAING Jackson,	

2.3.2. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME

Le programme 169, mis en œuvrepour le compte de l'exercice 2016 intervient dans un contexte où le format actuel du Génie Militaire a clairement montré ses insuffisances. Celles-ci sont la résultante de l'inadéquation des structures existantes face aux menaces asymétriques (IED, NRBC), de la recrudescence des catastrophes naturelles, des carences des textes de 2012 relativement au Génie Combat, mais aussi de la demande sociale marquée pour une refondation de la relation Armée-Nation.

La complexité et la polyvalence des missions du Génie Militaire appellent à une reconfiguration de sa structure pour qu'il soit plus spécialisé, donc plus qualifié et performant. A cela s'ajoute les écarts du secteur privé en matière d'exécution de contrats d'infrastructures stratégiques ou structurants comme en attestent les accidents ou la dégradation rapide de ces dernières. L'enjeu de la qualité infrastructurelle confère un attrait nouveau au corps du Génie. La spécificité camerounaise tient à son investissement sur le terrain civil. Ceci doit être capitalisé et formalisé.

Pour lutter efficacement contre les menaces susmentionnées et relever les défis liés au développement socio-économique du pays, d'importants moyens ont été alloués aux forces de défense pour se doter en équipements et matériels conséquents pour le Génie Militaire, l'amélioration du plateau technique des structures hospitalières et l'amélioration du cadre de travail réservé à l'enseignement. Fort de leur potentiel en ressources humaines, infrastructurelles et en équipements, les Forces de défense peuvent non seulement remplir leurs missions régaliennes traditionnelles mais également contribuer au mouvement national de développement économique.

2.3.3. PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2016

L'objectif du programme 169 étant d'apporter un concours dans les domaines spécifiques contribuant au développement socio-économique du Cameroun, le Ministère de la défense se devait au titre de l'année 2016, de porter le taux de réalisation des diverses sollicitations à l'endroit des structures spécialisées du MINDEF à hauteur de 90%. En 2015, on peut relever une augmentation des travaux routiers de désenclavement, l'accès aux soins

primaire pour les populations, l'éducation et la réinsertion des militaires. Dans l'ensemble, le résultat obtenu au 31 décembre 2016 se situe à 88.38% de l'objectif fixé par l'indicateur. Le résultat technique est de 88.38% pour l'année 2016.

Résultat technique obtenu	88.38%	
Taux de réalisation de l'indicateur	**90 %**	
Dotation initiale de crédits	AE	CP
	3 955 339 942	**3 396 079 942**
Dotation de crédits révisés	AE	CP
	3 900 339 942	**3 300 339 942**
Ecarts (dot init-dot rev)	Ecart AE	Ecart CP
	55 000 000	**95 740 000**
Crédits consommés	AE	CP
	3 900 339 942	**3 300 339 942**
Taux de consommation	98.61%	97.18%

RÉSULTAT TECHNIQUE OBTENU		
TAUX DE RÉALISATION DE L'INDICATEUR	89,2%	
DOTATION DE CRÉDITS RÉVISÉS:	AE 1 669 119 661	CP 1 109 859 661
(écarts = Dot.init - Dot.rev)	Ecart AE 2 286 220 281	Ecart CP 2 286 220 281
CRÉDITS CONSOMMÉS	AE	CP 1 098 135 028
TAUX DE CONSOMMATION		98,94 %

2.3.4. PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2016

Action 01 RELANCE DES ACTIVITÉS DU GÉNIE MILITAIRE

OBJECTIF	Donner un appui technique à l'effort national de construction et de réhabilitation des infrastructures vitales pour le développement							
Indicateur	Intitulé:	Taux de réalisation des sollicitations relatives aux travaux de Génie Civil					TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure	%						
	Année de référence:	2015						
	Valeur de référence:	88.0						
	Année cible:	2016						
	Valeur Cible	95.0					71.43	
	Réalisation exercice (Résultat technique):	93						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	2 479 799 942	2 479 799 942	273 619 661	273 619 661	259 938 679	259 938 678	95 %	95 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Ces activités ont été marquées par la difficulté d'accès dans certaines zones, l'insuffisance des infrastructures militaires, des sollicitationsaccrues en matière des travaux de génie civil au profit des collectivités territoriales décentralisées (CTD).							

ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	Construction soutes à munitions BQG construction d'un complexe récréatif multisport et d'un stand de tir à la DSP réaménagement des infrastructures du plateau Atemengue réhabilitation de 20km de route en Mvengue aménagement de l'entrée proncipale du MINDEF (poste de police, scanner, parking) travaux routiers d'Angossas (2ème phase) aménagement des voies d'accès de l'UCAC (Campus de Nkolbisson et d'Ekounou) construction du PC 11° REGEN à Sangmelima construction du marché moderne de sangmélima construction du marché moderne de Bertoua aménagement des pistes dans le bassin de production de Ndonko/Meyomessala travaux préparatifs pour la mise en œuvre des centrales d'enrobé et de béton réhabilitation des infrastructures de la BRIR de Bafoussam prolongement nord du boulevard de la république (2ème phase) construction et aménagement de la route de Japoma entretien de la piste MUNDEMBA-ISANGELE-AKWA construction des infrastructures passives de télécommunications construction du PC 31° REGEN à Garoua construction du Parcours Vita de Ngaoundéré travaux de réhabilitation de la voirie de Maroua (2ème phase) réhabilitation des troncons de route MORA-DABANGA-KOUSSERi y comprise la voie de contournement de KOUSSERI (phase I: maintien de la circulation) soute à munitions BQG (taux de réalisation : 80%) réhabilitation de 20km de route en Mvengue (taux de réalisation : 95%) réhabilitation de 20km de route en Mvengue (taux de réalisation : 95%) aménagement des voies d'accès de l'UCAC (Campus de Nkolbisson et d'Ekounou) (taux de réalisation : 100%) construction du PC 11° REGEN à Sangmelima (taux de réalisation : 95%) construction du marché moderne de sangmélima (taux de réalisation : 95%) construction du marché moderne de Bertoua (taux de réalisation : 95%) aménagement des pistes dans le bassin de production de Ndonko/Meyomessala (taux de réalisation : 85%)réhabilitation des troncons de route MORA-DABANGA-KOUSSERi y comprise la voie de contournement de KOUSSERI (phase I: maintien de la circulation)(taux de réalisation : 95%) construction du PC 31° REGEN à Garoua (taux de réalisation : 95%) Construction des infrastructures passives de télécommunications (taux de réalisation : 55%) Entretien de la piste MUNDEMBA-ISANGELE-AKWA (taux de réalisation : 95%) Construction et aménagement de la route de Japoma (taux de réalisation : 60%) Construction et aménagement de la route de Japoma (taux de réalisation : 60%) Construction et aménagement de la route de Japoma (taux de réalisation : 60%) Aménagement des pistes dans le bassin de production de Ndonko/Meyomessala (taux de réalisation : 85%) Travaux préparatifs pour la mise en œuvre des centrales d'enrobé et de béton (taux de réalisation : 100%)
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	Résultats très encourageants qui s'explique par une politique managériale de qualité des structures opérationnelle du génie Militaire.
Perspectives 2017	Dans le cadre du projet de réhabilitation de la route MORA-DABANGA-KOUSSERI, le Génie Militaire envisage densifier son vivier en Ressources Humaines de qualité et son parc auto-engins en vue de consolider sa montée en puissance et satisfaire les sollicitations des populations

Action 02 AMÉLIORATION DE L'OFFRE SANITAIRE DES HOPITAUX, CENTRES MÉDICAUX ET INFIRMERIES MILITAIRES

OBJECTIF	Améliorer en quantité et en qualité le plateau technique des unités opérationnelles de santé militaire pour appuyer la politique nationale de santé publique							
Indicateur	Intitulé:	Capacité d'accueil des infirmeries, centres médicaux et hôpitaux militaires					TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure	nb						
	Année de référence:	2015						
	Valeur de référence:	986.0						
	Année cible:	2016						
	Valeur Cible	1000.0					93	
	Réalisation exercice (Résultat technique):	998						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	790 780 000	790 780 000	715 840 000	715 840 000	711 043 872	711 043 872	99 %	99 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Le contexte est marqué par une grande affluence des civils dans les structures sanitaires militaires et une activation des centres médicaux et infirmeries pour le soutien sanitaire des unités militaires nouvellement activées.							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	- *Acquisition de matériels spécifiques services spécialisés pour renforcer le plateu technique des unités opérationnelles de la Santé militaire d'une part, recrutement, formation initiale et continue des personnels spécialistes de la santé militaire d'autre part.* *ilo faut noter l'activation de 13 nouvelles unités opérationnelles de la santé militaire* -							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	L'atteinte des résultats aussi performant s'explique par l'arrivée d'une bonne cuvée de personnels couplée à l'activation de nouveaux services spécialisés et infirmeries militaires.							
Perspectives 2017	Pour l'année 2017, les perspectives s'inscrivent dans une logique d'a*mélioration du plateau technique des unités opérationnelles de Santé Militaire, et de formation du personnel médical militaire.*							

Action 03 PARTICIPATION AUX MISSIONS D'ÉDUCATION NATIONALE ET DE FORMATION PROFESSIONELLE

OBJECTIF	Améliorer en quantité et en qualité l'offre pour apporter un appui à la politique nationale d'éducation et de formation professionnelle							
Indicateur	Intitulé:	Nombre de personnes inscrits					TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure	nb						
	Année de référence:	2015						
	Valeur de référence:	4300.0						
	Année cible:	2016						
	Valeur Cible	4500.0					99	
	Réalisation exercice (Résultat technique):	4497						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	684 760 000	125 500 000	679 660 000	120 400 000	120 219 400	120 219 400	99,85 %	99,85 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Contexte marqué par la croissance exponentielle des besoins en structures de préparation à la réinsertion des militaires et de la mise à niveau des infrastructures des structures scolaires situées dans les enceintes scolaires.							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	Réhabilitation du centre pilote de Ndjoré de l'OIFP/RMIA 1							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	les résultats sont très satifaisants au vu des resources engagées.							
Perspectives 2017	Poursuite de la réhabilitation du centre pilote de l'OIFP/RMIA et des écoles situées dans les enceintes militaires							

2016

RAPPORT ANNUEL
DE PERFORMANCE

2.4. PROGRAMME 170

PARTICIPATION A LA PROTECTION DES PERSONNES ET DES BIENS

Responsable du programme

Général de Brigade ELOKOBI Daniel N.

2.4.1. PRÉSENTATION DU PROGRAMME

La protection des personnes et des biens reste un enjeu fondamental et prioritaire de l'activité des Forces de Défense. En effet, le besoin de protection des populations camerounaises dans leur intégrité physique et dans celle de leurs biens reste l'une des préoccupations principales qui ressortent de toutes les études relatives à la politique publique de défense nationale au Cameroun. La réalisation de cette mission fondamentale est entrevue à travers les missions principales de protection civile, lutte contre les incendies, maintien de l'ordre et enfin prévention et répression des infractions aux lois et règlements de la République. Dans le même ordre d'idées, les actions de protection des personnes et des biens ont une incidence certaine sur la création des richesses au plan national, la promotion de l'entreprenariat et des investissements privés. Les résultats recherchés dans le cadre de ce programme sont : la réduction des pertes occasionnés par les incendies et les catastrophes naturelles, les troubles à l'ordre public, les accidents de circulation et les différentes formes de criminalités.

Objectif	*Garantir les conditions de sécurité et de paix favorables au développement*	
Indicateur	***Intitulé :***	***Taux de criminalité***
	Unité de mesure :	*Pourcentage*
	Valeur de référence	*23 %*
	Année de référence	*2015*
	Valeur cible	*21%*
	Année cible	*2016*
Actions du programme	*Action 01 : Renforcement des capacités des unités des sapeurs-pompiers* *Action 02 : Intensification de la lutte contre l'insécurité routière* *Action 03 : Amélioration de l'administration de la justice militaire et des conditions de détentions dans les prisons militaires* *Action 04 : Renforcement des capacités de ressources humaines* *Action 05 : Renforcement des capacités des transmissions des formations et unités concourant à la protection et des biens* *Action 06 : Commandement et soutien des formations de la Gendarmerie nationale et du corps national des sapeurs-pompiers* *Action 07 : Renforcement des capacités d'intervention en maintien en l'ordre* *Action 08 : Intensification de la lutte contre la grande criminalité et le renforcement de la collecte du renseignement*	

Dotations initiales	*AE : **65 265 867 214***	*CP : **64 764 745 214***
Responsable du programme	***Directeur Central de la Coordination, GB ELOKOBI Daniel NDJOCK***	

OBJECTIF	Garantir les conditions de sécurité et de paix favorables au développement	
Indicateur	Intitulé:	Taux de criminalité
	Unité de mesure	°°/
	Valeur de référence: Année de référence:	23.0 2015
	Valeur Cible Année cible:	21.0 2016
ACTIONS DU PROGRAMME	Action 01:	RENFORCEMENT DES CAPACITÉS OPÉRATIONNELLES DES UNITÉS DE SAPEURS-POMPIERS
	Action 02:	INTENSIFICATION DE LA LUTTE CONTRE L'INSÉCURITÉ ROUTIÈRE
	Action 03:	AMÉLIORATION DE L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE MILITAIRE ET DES CONDITIONS DE DÉTENTION DANS LES PRISONS MILITAIRES
	Action 04:	RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DES RESSOURCES HUMAINES
	Action 05:	RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DES TRANSMISSIONS DES FORMATIONS ET UNITÉS OPÉRATIONNELLES CONCOURANT À LA PROTECTION DES PERSONNES ET DES BIENS
	Action 06:	COMMANDEMENT ET SOUTIEN DES FORMATIONS DE LA GENDARMERIE NATIONALE ET DU CORPS NATIONAL DES SAPEURS POMPIERS
	Action 07:	RENFORCEMENT DES CAPACITÉS D'INTERVENTION EN MAINTIEN DE L'ORDRE
	Action 08:	INTENSIFICATION DE LA LUTTE CONTRE LA GRANDE CRIMINALITE ET LE RENFORCEMENT DE LA COLLECTE DU RENSEIGNEMENT
DOTATIONS INITIALES	AE 65 265 867 214	CP 64 764 745 214
RESPONSABLE DU PROGRAMME	Général de Brigade ELOKOBI Daniel N.,	

2.4.2. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME

Le Programme 170 du Ministère de la Défense a été exécuté dans un contexte général marqué non seulement par des facteurs internes à notre pays mais également par des facteurs extérieurs.

Il faut relever d'une part, que les Forces de maintien de l'ordre font face à un important défi sécuritaire du fait du déplacement des populations suite aux attaques répétées aux frontières EST et Extrême Nord du Pays. Ce défi sécuritaire est important pour la sécurisation des personnes et des biens, dans la mesure où les activités de développement économique et social connaissent une chute drastique dans certaines zones, notamment dans le grand Nord, non seulement du fait des enlèvements, kidnapping et rapts, mais aussi de la survenance des incendies dans les marchés et complexes commerciaux (DOUALA, BAFOUSSAM, YAOUNDE, LIMBE, MAROUA, KRIBI…).

D'autre part, les évènements en Centrafrique ont provoqué dans les régions administratives

frontalières des accrochages entre les bandes armées (SELEKA et ANTI-BALAKA) et les forces de sécurité de notre pays, ainsi qu'un mouvement de réfugiés parmi lesquelles se trouvent des individus peu scrupuleux. Le renforcement des contrôles des forces de sécurité pour assurer notamment une plus grande sécurisation du transit des marchandises sur le corridor DOUALA-N'DJAMENA-BANGUI s'est avéré d'une impérieuse nécessité.

2.4.3. PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2016

*L'objectif du programme 170 était d'améliorer le niveau de sécurité des personnes et des biens dans nos agglomérations. Relativement aux domaines de compétences du Ministère de la Défense, il s'agit de parvenir à réduire la criminalité (taux) à un niveau au moins égal à celui prévu par la loi de finances 2016, soit un taux de criminalité de 21 pour mille. Globalement, le résultat obtenu au 31 décembre 2016 se situe à 2**1.17 %,** soit un taux de réalisation de **91.52%**.*

RESULTAT TECHNIQUE OBTENU	*21.17%*	
TAUX DE REALISATION DE L'INDICATEUR	*91,52%*	
DOTATION DE CREDITS REVISES (écarts)	*AE : 65 265 867 214* *(+12 148 108 214)*	*CP : 64 764 745 214* *(+13 191 491 214)*
CREDITS CONSOMMES	*AE : 65 265 867 214*	*CP : 63 686 161 401*
TAUX DE CONSOMMATION	*99,20%*	*97.58%*
JUSTIFICATION DU RESULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES	*Les résultats sont assez satisfaisant malgré la non atteinte des résultats escomptés due notamment à la détérioration de la situation sécuritaire aux frontières Extrême nord et Est, au déplacement massif des populations avec le cortège des infractions que ce phénomène charrie et qui n'était pas perceptible au moment de la détermination de la valeur cible. A tout ceci vient se greffer une insuffisance de l'accompagnement des nouvelles formations et unités avec des moyens en personnels et en équipements conséquents*	

PERSPECTIVES POUR 2017-2018	*Les perspectives envisagées dans le cadre de la réalisation de l'objectif de ce programme en 2017 sont orientées vers les points principaux suivants :* • *La poursuite de la mise en œuvre de la politique d'une gendarmerie de proximité* • *Le respect des règles de courtoisie, de haute probité morale et de discipline dans la tenue, règles qui doivent guider l'action du gendarme dans ses contacts avec les usagers* • *La poursuite de la construction des unités et formations nouvellement activées* • *Le recrutement et la formation des personnels* • *L'acquisition des matériels et équipements de lutte contre la cybercriminalité* • *L'acquisition des matériels de police scientifique et technique.* • *L'acquisition des moyens de mobilité pour les unités et les formations* • *La remise en état de fonctionnement des matériels roulants et équipements existants étant donné que le pourcentage de mobilité des unités opérationnelles reste maintenu à 47%.*

RÉSULTAT TECHNIQUE OBTENU		
TAUX DE RÉALISATION DE L'INDICATEUR	91,5%	
DOTATION DE CRÉDITS RÉVISÉS:	AE 126 199 080 796	CP 125 697 958 796
(écarts = Dot.init - Dot.rev)	Ecart AE -60 933 213 582	Ecart CP -60 933 213 582
CRÉDITS CONSOMMÉS	AE	CP 125 663 085 154
TAUX DE CONSOMMATION		99,97 %

2.4.4. PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2016

Action 01 — RENFORCEMENT DES CAPACITÉS OPÉRATIONNELLES DES UNITÉS DE SAPEURS-POMPIERS

OBJECTIF	Améliorer les capacités d'interventions des unités opérationnelles des Sapeurs-Pompiers							
Indicateur	Intitulé:	Délais d'intervention des unités de Sapeur-pompiers					TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure	mn						
	Année de référence:	2015						
	Valeur de référence:	22.0						
	Année cible:	2016						
	Valeur Cible	20.0					/	
	Réalisation exercice (Résultat technique):	22						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	345 650 000	345 650 000	304 520 000	304 520 000	303 180 000	303 180 000	99 %	99 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	*Le contexte qui a prévalu au cours de la mise en œuvre de cette action a été marqué par l'amélioration et le renforcement de la présence des unités opérationnelles des sapeurs-pompiers dans les villes de plus 100.000 habitants.*							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	*Au cours de l'exercice 2016, plusieurs activités programmées dans le cadre de cette action ont été menées à terme. Parmi les plus marquantes, on peut citer :* · *2 infrastructures construites (centres de secours de KUMBA, EBOLOWA)* *Acquisition d'un terrain pour la construction du PC du centre de secours de Mutenguene.*							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	*Malgré toute la mise en œuvre d'une synergie d'actions comme la construction de nouveaux centres de secours, les résultats escomptés n'ont pas pu être atteints. Cependant, il est important de relever que l'évolution de l'indicateur ne dépend pas essentiellement des actions des forces de défense, mais aussi de ceux du ministère du développement urbain et de l'habitat et des collectivités territoriales décentralisées avec notamment l'ouverture et l'entretien des voies d'accès d'urgence et la disponibilité des hydrants notamment les bouches d'incendie alimentées etc.*							
Perspectives 2017	*Dans la poursuite de l'amélioration constante de l'atteinte de l'objectif de cette action, les actions suivantes sont envisagées :* · *Réduction des délais,* · *Poursuite de la construction des unités opérationnelles des Sapeurs-pompiers* · *Activation des nouveaux Centres de secours* · *Equipement des centres de secours* *Renforcement des capacités des personnels du corps national des sapeurs-pompiers*							

Action 02 INTENSIFICATION DE LA LUTTE CONTRE L'INSÉCURITÉ ROUTIÈRE

OBJECTIF	Réduire le nombre d'accidents sur les axes routiers							
Indicateur	Intitulé:	Nombre de morts dus aux accidents de la route					TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure	nb						
	Année de référence:	2015						
	Valeur de référence:	1256.0						
	Année cible:	2016						
	Valeur Cible	1000.0					48.6	
	Réalisation exercice (Résultat technique):	1123						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	45 900 000	45 900 000	36 720 000	36 720 000	35 313 624	35 313 624	96 %	96 %

CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	*Le contexte de mise en œuvre est marqué par la recherche d'une solution adéquate aux accidents de circulation qui est un véritable problème de politique publique. Ainsi les unités de police de la route sont-elles mises à contribution avec une mission à caractère préventif et répressif.* *Leur action est soutenue par la portion centrale à travers les « semaines routières » de la Gendarmerie*
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	*Dans le cadre de la mise en œuvre de cette action, les activités inscrites ont été toutes réalisées. Parmi les plus significatives on a :* · *l'organisation en permanence des campagnes de sécurité routière toutes les semaines* *l'organisation des stages spécifiques en matière de prévention routière et notamment la préparation des personnels au contrôle dynamique par le déploiement des motocyclistes sur les axes routiers*
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	*L'augmentation du nombre de morts s'explique par plusieurs facteurs parmi lesquels :* · *l'indiscipline des conducteurs des camions et semi-remorques consistant à garer, partout, à toutes les positions leurs véhicules en panne sur les axes à grande circulation. Celle –ci a causé de nombreux morts au cours du 1er Semestre 2016 avant que la Gendarmerie et les autres intervenants ne prennent des mesures fortes pour mettre fin à cet état de chose ;* · *l'augmentation du parc automobile, cela n'a cependant pas été suivie par une augmentation de l'offre en routes viabilisées ;* *La dégradation accentuée de certaines voies (axes Yaoundé-Bafoussam et Bafoussam-Bamenda*
Perspectives 2017	*Les perspectives envisagées en 2017, dans le cadre de cette action :* · *Maintenir la cible à 1000* · *Poursuite de l'équipement des forces de police de la route ;* · *Poursuite de la formation et de l'entrainement des forces de police de la route ;* · *Poursuite de la sensibilisation des usagers pour l'adoption d'un comportement citoyen et sécurisant sur nos axe* *(Les propriétaires des véhicules pris en infraction sont instantanément invités à la cessation de l'infraction)* · *Poursuite de l'amélioration du cadre de travail* · *Sanction sans faiblesse des permis de conduire irréguliers, des écarts de comportement des conducteurs d'en* *de la réglementation en matière d'emploi des conducteurs* · *Construction de nouveaux locaux de service* · *Equipement des locaux de service récemment construits* · *Incitation des administrations partenaires à renforcer la signalisation horizontale et verticale sur les différents axe* · *Traque des conducteurs et propriétaires des véhicules en panne abandonnés sur les axes routiers sans signalis* · *Intensification des contrôles nocturnes*

Action 03 AMÉLIORATION DE L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE MILITAIRE ET DES CONDITIONS DE DÉTENTION DANS LES PRISONS MILITAIRES

OBJECTIF	Faire fonctionner de manière optimale les juridictions militaires		
Indicateur	Intitulé:	Taux du traitement du contentieux par les juridictions militaires	TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE
	Unité de mesure	%	
	Année de référence:	2015	
	Valeur de référence:	68.0	
	Année cible:	2016	
	Valeur Cible	74.0	50
	Réalisation exercice (Résultat technique):	71	

CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	166 700 000	166 700 000	137 120 000	137 120 000	136 475 537	136 475 537	99 %	99 %

CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	*Le contexte de mise en œuvre de cette action est assez favorable avec la mise en œuvre de la nouvelle réorganisation de la justice militaire, le déploiement des personnels spécialistes arrivés au terme de leur formation et l'adoption de la loi sur le terrorisme.*
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	*Dans le cadre de la mise œuvre de cette action, l'ensemble des activités programmées ont été menées à terme :* · *réhabilitation d'infrastructures du TM de Yaoundé ;* *recrutement, formation, et renforcement des capacités des personnels de la Justice Militaire.*
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	*Si les résultats obtenus semblent probants, cela est dû essentiellement à la mise en œuvre des actions comme la construction des infrastructures, la création et l'activation des nouveaux tribunaux militaires, le recrutement et la formations des personnels de l'ordre judiciaire, l'adoption de la loi sur le terrorisme.*
Perspectives 2017	· *L'adoption de la loi portant nouveau code de justice militaire ;* · *poursuite du recrutement et de la formation des auditeurs de justice ;* · *acquisition de la documentation spécialisée et d'équipements des tribunaux* · *construction de la Direction de la Justice militaire et des tribunaux militaires de BAMENDA, EBOLOWA, et NGAOUNDERE.* · *Réhabilitation de la prison militaire de YAOUNDE et de sa clôture d'enceinte* *Réalisation d'un mini bus pour le transport des détenus.*

Action 04 RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DES RESSOURCES HUMAINES

OBJECTIF	Former en quantité et en qualité voulue les personnels concourant à la protection des personnes et des biens							
Indicateur	Intitulé:	Taux de réalisation des besoins en formations exprimés par le plan de formation de la Gendarmerie Nationale					TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure	%						
	Année de référence:	2015						
	Valeur de référence:	80.0						
	Année cible:	2016						
	Valeur Cible	94.0					50	
	Réalisation exercice (Résultat technique):	87						

CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	953 392 000	695 150 000	943 362 000	685 120 000	679 707 552	679 707 552	99 %	99 %

CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	*Le contexte est marqué par une réabsorption d'un déficit criard en formation et recyclage des personnels face à de nouvelles formes de criminalité, d'utilisation d'armes non létales en maintien de l'ordre, d'entrainement aux techniques d'intervention en cas de sinistre, etc*
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	*La majorité des activités programmées ont été menées à terme. Parmi les principales, on peut citer :* · *Formation de 2193 gendarmes renouvellement recrutés* · *Formation continue et recyclage des personnels* · Equipement bâtiment d'exercice des stagiaires
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	*Boosté par le contexte sécuritaire ambiant, le renforcement des capacités du personnel de la Gendarmerie Nationale a pu s'effectuer tant bien que mal, malgré la rareté de la ressources financières, mais avec une volonté sans faille de la hiérarchie pour qui, seuls des personnels bien aguerris peuvent remplir efficacement les missions à eux confiées*
Perspectives 2017	*Les perspectives envisagées en 2017 sont les suivantes :* · *Amélioration du cadre de l'instruction par les réhabilitations d'infrastructures ;* · *La refondation des programmes d'instruction pour les adapter au contexte sécuritaire actuel ;* · *Poursuite du partenariat Gendarmerie Nationale-Institut Africain d'Informatique (représentation du Cameroun) pour le renforcement des capacités des personnels dans les domaines des technologies de l'information et de la communication* · *Equipement des centres d'instruction en matériels didactiques* · *Amélioration des conditions de vie dans les centres et écoles de formations* *Organisation plus régulières des séminaires sur des sujets présentant un intérêt certain pour la protection des personnes et des biens.*

Action 05	RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DES TRANSMISSIONS DES FORMATIONS ET UNITÉS OPÉRATIONNELLES CONCOURANT À LA PROTECTION DES PERSONNES ET DES BIENS

OBJECTIF	Améliorer la transmission des informations et la réactivité des unités opérationnelles concourant à la protection des personnes et des biens							
Indicateur	Intitulé:	Pourcentage des unités connectées au réseau de transmission des données					TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure	%						
	Année de référence:	2015						
	Valeur de référence:	0.0						
	Année cible:	2016						
	Valeur Cible	0.0					Information classifiée	
	Réalisation exercice (Résultat technique):	Information classifiée						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	137 500 000	137 500 000	110 000 000	110 000 000	108 900 000	108 900 000	99 %	99 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	*Le contexte est marqué par les difficultés en matériels, équipements des centres de transmissions, et personnels. De même, les activités de veille des centres opérationnels de la gendarmerie en charge de la gestion des appels de détresse ont subi le contrecoup des difficultés énoncées supra.*							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	*Plusieurs activités ont été menées :* · *Mise en fonctionnement de deux relais ;* · *Réhabilitation (dépannage) de nombreux matériels (cadre fête du 20 mai 2016) ;* · *Réalisation des matériels spécifiques de transmission (gendarmerie nationale, corps national des sapeurs-pompiers)* · *Réalisation de quelques équipements d'énergie solaire et de relais numériques au profit de la Gendarmerie*							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	*La vétusté et la défectuosité des équipements et matériels des CTD et des COG (insuffisance de pièces de rechanges) et surtout l'absence de personnels qualifiés sont autant d'obstacles à l'atteinte de l'objectif visé* *L'inactivité de certaines unités du fait de l'absence d'énergie électrique ou de l'insuffisance des crédits budgétaires ont plombé la bonne fonctionnalité des transmissions.*							
Perspectives 2017	*Les perspectives envisagées en 2017, sont entre autres :* · *L'activation de nouveaux CTD* · *L'acquisition et l'installations des équipements de certains CTD et des COG* · *L'amélioration de l'offre en énergie électrique (plaques solaires, groupes électrogènes)* · *Acquisition de plusieurs lots de pièces de rechange pour la maintenance des appareils en panne* *Recrutement et formation des personnels ayant des connaissances en électronique, en transmission et informatique*							

Action 06 — COMMANDEMENT ET SOUTIEN DES FORMATIONS DE LA GENDARMERIE NATIONALE ET DU CORPS NATIONAL DES SAPEURS POMPIERS

OBJECTIF	Assurer efficacement le Commandement et le soutien logistique des unités opérationnelles concourant à la protection des personnes et des biens		
Indicateur	Intitulé:	Taux de réalisation des activités opérationnelles des unités concourrants à la protection des personnes et des biens	TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE
	Unité de mesure	%	
	Année de référence:	2015	
	Valeur de référence:	93.0	
	Année cible:	2016	
	Valeur Cible	100.0	57.14
	Réalisation exercice (Résultat technique):	97	

CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	55 168 125 214	54 925 245 214	116 521 978 796	116 279 098 796	113 174 446 858	113 174 446 858	96 %	97 %

CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	*Le contexte est marqué par le rapport très déficitaire de l'offre et des besoins toujours plus importants des unités opérationnelles en matière de logistique et de locaux décents.*
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	· *Elaboration d'un système d'information et d'analyse de la gestion des statistiques criminelles* · *Déclenchement du processus de recrutement de 2200 Elèves- Gendarmes, 270 Elèves sous-officiers (service gér*
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	*Les résultats obtenus ont été grandement influencés par la rareté et toutes les difficultés liées à la maintenance des matériels lourds et à la logistique des unités opérationnelles.* *Les moyens roulants réalisés et dotés aux formations et unités sombrent inexorablement vers la fin de leur potentiel.*
Perspectives 2017	*Les perspectives en 2017 sont entre autres :* · *l'amélioration du système d'approvisionnement en matériels et pièces de rechange pour le maintien en conditions des matériels* · *la réalisation un plateau technique moderne au garage central SED* · *la réalisation des lots de pièces de rechanges et les mettre à la disposition des structures chargées de l'entretien du parc automobile* · *la construction des postes de commandement de la Région de Gendarmerie n°4 et de la légion du Logone et Chari* · *l'acquisition de nouveaux matériels roulants et les doter aux formations et unités opérationnelles* · *la réabilitation des échelons de maintenance et d'approvisionnement des unités déconcentrées* · *la multiplication des contrôles et inspections inopinées sur le service sur tout le territoire* *l'améliorer les conditions de vie et de travail des personnels de l'administration centrale des différents corps concourant à la protection des personnes et des biens.*

Action 07 RENFORCEMENT DES CAPACITÉS D'INTERVENTION EN MAINTIEN DE L'ORDRE

OBJECTIF	Assurer efficacement les missions de maintien de l'ordre							
Indicateur	Intitulé:	Taux de conformité des effectifs des unités opérationnelles chargées du Maintien de l'ordre au Tableau des effectifs et dotations (TED)					TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure	%						
	Année de référence:	2015						
	Valeur de référence:							
	Année cible:	2016						
	Valeur Cible						Information classifiée	
	Réalisation exercice (Résultat technique):	Information classifiée						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	332 725 000	332 725 000	266 180 000	266 180 000	263 518 200	263 518 200	99 %	99 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	*Le contexte de mise en œuvre est celui marqué par la tension sociale du fait de crises d'approvisionnement en énergie (eau, gaz domestique, électricité…) avec comme incidence une application de la police administrative qui a notamment mission la prévention et la répression des troubles à l'ordre public.* *De même, les tensions créées par le mouvement des personnes déplacées du fait des troubles dans les pays voisins (RCA et NIGERIA), ne sont pas à minorer.*							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	*Parmi les activités majeures, on peut citer :* · *l'acquisition des matériels spécifiques de maintien de l'ordre,* · *le recyclage et entrainement des escadrons en matière de Maintien de l'Ordre* *le maintien en condition du matériel majeur de maintien de l'ordre*							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	*Les résultats probants se justifient par l'acquisition d'un certain nombre de matériels majeurs (plusieurs véhicules d'intervention et de dispersion sachant que l'unité vaut 500 millions FCFA) et le renforcement des unités en personnels avec la sortie des cuvées 2015 des centres d'instruction.*							
Perspectives 2017	*Les perspectives en 2017 sont :* · *construction du groupe d'Escadrons n°3 à Maroua* · *maintien en condition des matériels acquis* · *équipement des Escadrons et Pelotons nouvellement créés et activés* · *entrainement et recyclage des forces formées aux techniques nouvelles de maintien de l'ordre et d'intervention.*							

Action 08 — INTENSIFICATION DE LA LUTTE CONTRE LA GRANDE CRIMINALITE ET LE RENFORCEMENT DE LA COLLECTE DU RENSEIGNEMENT

OBJECTIF	Améliorer la lutte contre toutes les formes de criminalité							
Indicateur	Intitulé:	Taux de criminalité produit par les services de la Gendarmerie Nationale					TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure	°°/						
	Année de référence:	2015						
	Valeur de référence:	21.3700008392334						
	Année cible:	2016						
	Valeur Cible	20.0					91.52	
	Réalisation exercice (Résultat technique):	21.17						

CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	8 115 875 000	8 115 875 000	7 879 200 000	7 879 200 000	7 623 126 000	7 623 126 000	96 %	96 %

CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	*Le contexte de mise en œuvre est marqué par la recrudescence du grand banditisme liée à des facteurs internes et externes à notre pays, l'apparition des nouvelles formes de criminalité comme la cybercriminalité, les prises d'otage des étrangers, attaques aux frontières par la secte islamique Boko Haram du NIGERIA et les rebelles de la SELEKA et des ANTI-BALAKA de la RCA.*
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	*Parmi les activités majeures menées, on peut citer :* · *27 infrastructures construites ;* · *01 infrastructure réhabilitée / aménagées (EM-CIE BAFOUSSAM 1)* · *La poursuite des opérations de lutte contre le phénomène des coupeurs de route et des prises d'otages* · *Acquisition et mise en place d'un système d'identification des empreintes* · *Réalisation de lots de matériels de police techniques scientifiques* · *L'informatisation de la gestion du fichier criminel* · *Le renforcement du maillage du territoire (création des nouvelles unités)* · *L'acquisition des moyens de lutte complémentaires contre la cybercriminalité* · *L'activation des nouvelles structures opérationnelles* *Le renforcement de la collaboration entre la population et les forces de sécurités à travers la Gendarmerie de proximité*
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	*Dans l'ensemble, la criminalité est en hausse.* *La non atteinte des résultats escomptés est due à la détérioration de la situation sécuritaire aux frontières Extrême nord et Est, au déplacement massif des populations avec le cortège des infractions que ce phénomène charrie et qui n'était pas perceptible au moment de la détermination de la valeur cible. A tout ceci viens se greffer une insuffisance de l'accompagnement des nouvelles formations et unités avec des moyens en personnels et en équipements conséquents* *La recrudescence des actions des coupeurs de route dans l'Adamaoua, à l'Est et davantage à l'Ouest, explique cette hausse de la criminalité*
Perspectives 2017	*Les perspectives envisagées en 2017 sont :* · *La poursuite de la mise en œuvre de la politique d'une gendarmerie de proximité* · *Le renforcement des capacités des personnels à l'organisation des stages spécifiques (OPJ, PST, DE, CB et CB adjoints, rédaction des PV…)* · *La poursuite de la construction des unités et formations nouvellement activées* · *Le recrutement et la formation des personnels* · *L'acquisition des matériels et équipements de lutte contre la cybercriminalité* · *L'acquisition des matériels de police scientifique et technique.* · *L'acquisition des moyens de mobilité pour les unités et les formations* *La remise en état de fonctionnement des matériels roulants et équipements existants étant donné que le pourcentage de mobilité des unités opérationnelles est passé de 57% à 47%*

3. BILAN STRATEGIQUE ET PERSPECTIVES

.

3.1. RAPPROCHEMENT DES RÉSULTATS OBTENUS AVEC L'OBJECTIF STRATÉGIQUE DU MINISTÈRE

Le bilan de mise en oeuvre du PPA 2016 du Ministère de la Défense permet d'opérer un rapprochement des résultats obtenus avec l'objectif stratégique du département, mais aussi d'entrevoir des perspectives à court et à moyen terme, eu égard aux leçons tirés de cet exercice 2016.

De manière générale, la deuxième année de mise oeuvre du budget programme aura permis au Ministère de la Défense de prendre une pleine mesure de l'effort à entreprendre pour parvenir à une gestion efficiente des finances publiques : d'une part, en tant que ministère dépensier, et d' autre part, en sa qualité de précurseur et de coordonnateur de l'ensemble des activités afférentes à la mise

en oeuvre du Nouveau Régime Financier de l'Etat.

Si les résultats obtenus peuvent sembler encourageants dans l'ensemble, certaines corrections méritent d'être apportées à la présentation des programmes, au contenu des actions et à la mesure des performances attendus du Ministère de la Défense.

La concrétisation de chacun de ces programmes budgétaires a été envisagée par la mise en oeuvre des actions et activités cohérentes, tendant à l'atteinte des objectifs clairement identifiés et mesurables par l'entremise des indicateurs de performance spécifiques et fixés à l'avance.

A titre d'illustration et sans être exhaustif, il s'est agi principalement pour le Ministère de la Défense de mener les activités suivantes pour chacun des programmes budgétaires mis en oeuvre.

Renforcement de la Défense du Territoire :

L'impératif de l'amélioration du dispositif de défense du territoire a donné lieu à la réalisation des actions suivantes :

- la mise à niveau des infrastructures des Forces tactiques par la construction et la réhabilitation d'infrastructures à usage de bureaux, Postes de Commandement jouant un rôle important pour la matérialisation de la présence de nos unités opérationnelles pour la couverture de nos frontières;
- l'amélioration des conditions de vie et de travail auX Centres d'entraînement de MOTCHEBOUM et de MINDIF.
- le renforcement des équipements des Forces pour accroître la mobilité et l'opérationnalité des troupes dans les Armées ;
- l'entrainement des Unités tactiques des Armées (264 manœuvres et sorties terrain).

Participation à la protection des personnes et des biens :

Les Forces de Défense consentent des efforts considérables dans la préservation des conditions de paix et de sécurité favorables au développement économique et social. La réalisation de cet impératif a été concrétisée cette année par:

- la mise en place de nouvelles unités de sapeurs-pompiers notamment les centres de secours

de Muntenguene, Kumba, et Ebolowa ;
- la poursuite de l'acquisition des équipements spécifiques des sapeurs-pompiers, des équipements de transmission et de matériels informatiques;
- la descente fréquente de nos équipes sur le terrain lors des campagnes de prévention routières ont permis de réduire le taux de mortalité dû aux accidents sur les axes routiers ;
- le renforcement continu des capacités des personnels des unités concourants à la protection des personnes et des biens;
- la construction et la réhabilitation de plusieurs Brigades et Postes de Gendarmerie qui a permis de réaliser un meilleur maillage du territoire national, qui reste une condition essentielle en vue de la mise en place Gendarmerie de proximité ;
- la construction et la réhabilitation de logements d'astreinte qui a permis d'améliorer le cadre de vie et de travail des personnels dans certaines localités reculées ;

Participation à l'action nationale de développement :

De plus en plus sollicités, le Génie Militaire et les unités opérationnelles de Santé Militaire participent de manière significative à la croissance et au développement de notre nation. A ce titre et au courant de l'année qui s'achève les activités suivantes ont été menées :
- le renforcement des capacités des personnels du Génie Militaire permettant ainsi l'exécution des missions confiées au Génie Militaire dans le respect des délais et de la qualité de l'ouvrage ;
- l'exécution de nombreux travaux d'infrastructures dans le cadre des conventions signées avec certains départements ministériels (réhabilitation des routes, réhabilitation des digues sur le fleuve Logone) ;
- l'amélioration de l'offre sanitaire des hôpitaux, centres médicaux et infirmeries militaires par l'acquisition des matériels spécifiques (équipement des services spécialisés des hôpitaux militaires de régions, des centres médicaux et enfin, des infirmeries ;
-la mise à niveau des infrastructures des écoles situées dans les enceintes militaires et des OIFP.

3.2. LEÇONS APPRISES

Dans l'optique de réaliser la contribution attendue du sous-secteur « Défense», en vue d'atteindre les objectifs du DSCE, le Ministère de la Défense s'est fixé comme objectif stratégique : « ***Défendre l'intégrité territoriale et la souveraineté du Cameroun en vue d'améliorer les conditions de paix et de sécurité favorables au développement économique et social*** *».*

Pour l'atteinte de cet objectif, les priorités ont été axées sur la mise en œuvre cohérente et intégrée d'un certain nombre de politiques publiques en relation avec les missions du Ministère : le renforcement de la défense de l'intégrité territoriale et de la souveraineté du Cameroun, la protection des personnes et des biens, la participation à l'action nationale de développement, le renforcement du lien armée-nation, l'assistance et la réinsertion des anciens combattants et

victimes de guerre, la mise en place d'un mécanisme de pilotage et de performance.
L'appréciation de la performance globale du département ne peut se faire qu'au regard du rendement obtenu sur chacune de ces politiques publiques.
L'évaluation des performances du Ministère de la Défense, qui est faite par l'entremise de la mesure des indicateurs préalablement définis dans la synthèse stratégique de notre Projet de Performance des administrations, donne les résultats suivants :
- un taux de réalisation des tableaux des effectifs et dotations des unités opérationnelles des Armées en nette progression du fait des recrutements, des formations et entraînement des personnels et d'acquisition de matériels nouveaux entrepris cette année ;
*- un taux de criminalité de **21,17%** qui est en recul du fait de la détérioration de la situation sécuritaire aux frontières Extrême nord et Est, au déplacement massif des populations avec le cortège des infractions que ce phénomène charrie et qui n'était pas perceptible au moment de la détermination de la valeur cible. A tout ceci viens se greffer une insuffisance de l'accompagnement des nouvelles formations et unités avec des moyens en personnels et en équipements conséquents;*
- une évolution notoire du nombre de procès-verbaux dressés par les formations de la Gendarmerie Nationale permet d'apprécier une plus grande implication en matière de lutte contre la criminalité (93 840 en 2016) ;
- un taux de réalisation des sollicitations des structures du Ministère de la Défense qui est encore plus proche de 100% ;
- la descente fréquente de nos équipes sur le terrain ont permis de réduire le taux de mortalité dû aux accidents sur les axes routiers (1123 en 2016);
- la maitrise des délais d'intervention des unités des sapeurs-pompiers qui s'est abaissé à 23 minutes à 22 minutes, ce malgré la multiplication des sinistres en 2016;
- la réalisation des objectifs en matière de renforcement des capacités des ressources humaines des unités concourants à la protection des personnes et des biens, s'expliquant par la volonté manifeste du Commandement de renforcer les capacités professionnelles de ses personnels afin qu'ils répondent au mieux aux sollicitations dont ils font l'objet ;
- sans une coordination cohérente des programmes à l'intérieur d'un chapitre budgétaire, l'efficacité du budget programme risque ne pas d'être perceptible. Aucune action n'étant complète par elle-même, elle a besoin des matériaux provenant d'autres actions pour être réalisée. La coordination trouve ici son caractère impératif, pour réussir la mise en œuvre des programmes ;
- le budget programme est une construction permanente. La vague 2016 des Programmes budgétaires a montré que des aménagements restent encore nécessaires dans la présentation du cadre logique du MINDEF. A cet effet le Ministère a apporté des correctifs soit en reformulant, en supprimant indicateurs pour mieux faire face aux défis auxquels il est confrontés;
- l'exécution du Budget de fonctionnement du MINDEF, nécessite un meilleur suivi dans l'utilisation des crédits alloués aux différentes structures. Il serait par conséquent opportun que le MINDEF reçoive de manière permanente les informations sur le suivi et la gestion des

crédits alloués à ses structures déconcentrées ;

- Bien choisir les indicateurs permet de mieux renseigner sur les performances réalisées. Un mauvais choix d'indicateur oblige à s'écarter de la réalité exprimée par les activités menées au sein d'une action précise.

3.3. PERSPECTIVES 2017

Sur le plan financier :

- Renforcer la coordination opérationnelle des actions d'un programme et celle des activités d'une action, pour améliorer la qualité des résultats de chaque programme ;

- Revoir les indicateurs pour plus de pertinence dans le suivi des performances d'un programme et de ses actions ;

- Améliorer le système de collecte des données statistiques existant pour permettre de mieux renseigner les indicateurs ;

- Poursuivre et intensifier en interne, la formation des responsables à tous les niveaux sur le budget programme ;

- Amélioration du dispositif de pilotage et de performance du MINDEF.

Sur le plan opérationnel :

- Intensifier la lutte contre le grand banditisme et l'insécurité routière ;

- Poursuivre le processus de sécurisation des frontières avec l'aide des partenaires étrangers;

- Acquérir des matériels et équipements pour renforcer les capacités opérationnelles de nos Forces;

- Entrainer et former des personnels aux nouvelles menaces ;

- Une plus grande sécurisation de la façade maritime.